

RAPPORT FINANCIER



RAPPORT D'ACTIVITÉ



EXERCICE 2021

SOMMAIRE

- Présentation du CDG 16.....p. 3
- Bilan Financier général.....p. 8
- Activité des Services.....p. 19
 - Pôle Gestion des Ressources Humaines.....p. 21
 - Pôle Emploi-Mobilité.....p. 31
 - Pôle Santé et conditions de travail.....p. 35
 - Pôle Administration générale.....p. 44
 - Direction Générale.....p. 48
 - Synthèse.....p. 51
- Perspectives.....p. 52
- Glossaire.....p. 54



LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE CHARENTE

PRÉSENTATION

LE TERRITOIRE

Au 1/01/2022

363
communes
affiliées

104
établissements
publics affiliés
dont 29 volontaires

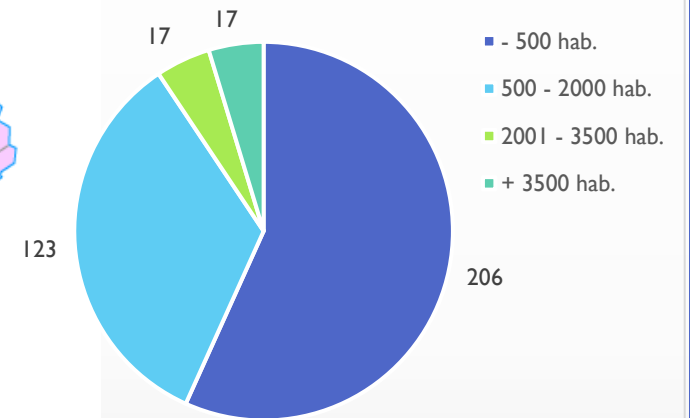
310 434 hab.
(+457)

6 401
carrières gérées

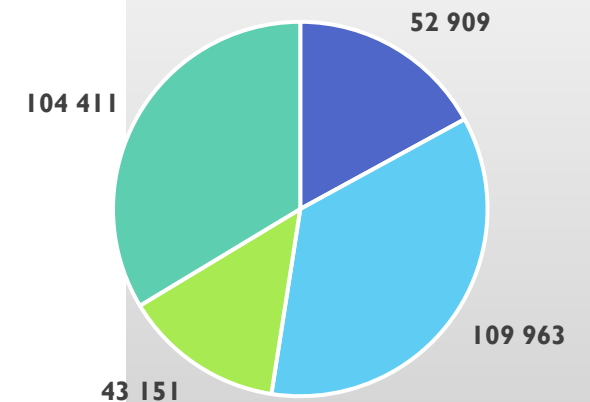
dont
904
contractuels



Nombre de communes / strate



Nombre d'habitants



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT : M. Patrick BERTHAULT - Conseiller Municipal de MAINE-DE-BOIXE

1ère Vice-Présidente : Mme Monique CHIRON - Maire de VOEUIL-ET-GIGET

2ème Vice-Présidente : M. Michel GERMANEAU - Maire de LINARS

3ème Vice-Président : Mme Sylviane BUTON - Conseillère municipale de VERVANT

4ème Vice-Présidente : M. Anna ANDRÉ - Conseillère municipale de LA CHAPELLE

Membres titulaires du Conseil d'Administration :

Collège des communes:

M. Daniel ROUHIER – Conseiller municipal de BRIE
Mme Sylvie MAILLOCHAUD – Adjointe au Maire de BALZAC
M. James CHABAUTY - Maire de MONTIGNAC-SUR-CHARENTE
Mme Françoise GIROUX-MALLOT – Maire de SAINT-AMANT-DE-BOIXE
M. Frédéric BASSET – Maire de VOUHARTE
Mme Fabienne GODICHAUD – Maire de SAINT-MICHEL
M. Fabrice POINT – Maire de CHASSENEUIL-SUR-BONNIEURE
Mme Virginie LEBRAUD – Maire de CHIRAC
M. Michaël CANIT – Maire de SAINT-SORNIN
Mme Brigitte BAPTISTE – Maire de TOUVRE
M. Jérôme DESBROSSE – Conseiller municipal de MONTMOREAU
Mme Françoise DELAGE – Maire de DIGNAC
M. Dominique SOUCHAUD – Maire de SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

Collège des établissements publics :

M. Christian BARDET – Président du syndicat mixte d'alimentation en eau du Sud-Charente
Mme Sonia PAPILLAUD – Conseillère syndicale SIVOS Cellettes – Maine-de-Boixe
M. Eric PINAUD – Vice-Président de la CdC de Charente-Limousine

Collège spécifique :

M. Jean-Paul ZUCCHI puis (juil. 2021) Mme Laëtitia REGRENIL – Département de la Charente
M. Philippe BOUTY puis (juil. 2021) Mme Hélène GINGAST – Département de la Charente
Mme Sandra ROS – Ville d'Angoulême
Mme Sophie FORT – Ville d'Angoulême
Mme Anne-Laure WILLAUMEZ – CCAS d'Angoulême
M. Eric BIOJOUT – Communauté d'Agglomération du Grand Angoulême

**C.T./
C.H.S.C.T.**

**Présidente :
Mme CHIRON**

C.A.P. / C.C.P.

**Présidente :
Mme ANDRÉ**

Conseil de discipline

**Président :
M. PLAS**

6 C.A. : 2 février, 30 mars,
25 mai, 29 juin,
12 octobre, 14 décembre
51 délibérations (-21%)

LE PERSONNEL

Au 31/12/2021

139
jours de
formation
(+66,5%)

PÔLE ADMINISTRATION GÉNÉRALE

FINANCES-ACHATS-DROIT SYNDICAL Françoise MICHEL

C.N.A.S./C.D.A.S. Manelle REZIG

INFORMATIQUE-DPD Manuel RODRIGUES

ENTRETIEN DES LOCAUX Valérie NOUVON
Martine CAUTE
Patricia RENDU

PÔLE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Marjorie CHAUVET /Edith VERGEZ
P.S.C / CHÔMAGE / DÉONTOLOGIE

INSTANCES STATUTAIRES Audrey CHAUVET
Sophie DESMET

PAIE Romy FENIOU
Stéphanie PLUYAUD

RETRAITE Catherine FRANÇOIS
Clarisse MASCUNAN

NUMÉRISATION DES DOSSIERS Patricia MARTAGUET-
RICHER

DIRECTION GÉNÉRALE

Laurent CORNEIL

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE

Martine LANDRAUD

SECRETARIAT / ACCUEIL

Manelle REZIG

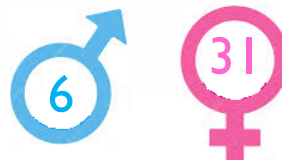
37 agents
33,77 E.T.P.

11 cat. **A**

5 cat. **B**

21 cat. **C**

4 stagiaires
28 titulaires/CDI
5 contractuels
(CDD)



Services mutualisés :

- Observatoire régional de l'emploi et des données sociales (12 CDG)
- Expertise juridique / production documentaire (11 CDG)
- Déontologie (4 CDG)
- Organisation des concours et examens pro. (10 CDG)
- Chômage (CDG17)

PÔLE EMPLOI-MOBILITÉ

EMPLOI / CONCOURS / RECRUTEMENT / REMPLACEMENT-RENFORT
G.P.E.E.C. / R.S.U. / C.E.P.

Armelle ANDRIEUX
Caroline DANTON
Chelsea FORESTIER
Fabienne CONDEMINÉ (SMI)

PÔLE SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

MÉDECINE DU TRAVAIL Dr. ROBLET /Ghislaine LANGLET
Dr. TUMBA /Maryline MEUNIER
Dr. JAMMET /Véronique BORDRON
Dr. TAUPIGNON

HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL
Clément DEHARVENGT
Naïs BOUTENEGRE

CIMETH Elodie CAVROT /Aurore CARTOU

DIÉTÉTIQUE Elsa MANANT

ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES Emmanuel CAILLON
Josiane BEBIEN

ASSURANCE / INSTANCES MÉDICALES Nathalie GARDAIS
Margaux JORET

LES MISSIONS

Compétences générales

- Tenir à jour la liste nominative des fonctionnaires titulaires et stagiaires des CT affiliées au 1/01
- Tenir à jour un dossier individuel par fonctionnaire des CT affiliées (papier ou numérique)
- Assurer l'organisation matérielle des élections des représentants des communes et des établissements publics qui siègent au Conseil d'Administration.
- Prendre en charge les frais d'organisation des concours et examens

Niveau national

Assurer une bourse de l'emploi

COOPERATION AU NIVEAU REGIONAL

Elaborer un schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation

- Organiser des concours et examens pro des catégories A et B
- Assurer la publicité des créations et vacances d'emplois des cat. A et B
- Assurer la prise en charge des FMPE catégories A et B
- Reclasser les fonctionnaires A et B devenus inaptes

- Pour toutes les CT y compris non affiliées**
Pour les CT adhérentes volontaires au socle commun indivisible
- Mission proposée par le CDGI16

Organiser des concours et examens ainsi que l'établissement des listes d'aptitude ...

OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'EMPLOI

Gérer l'observatoire de l'emploi

- Information sur l'emploi public territorial
- Etablir un bilan de la situation de l'emploi public et de la gestion des RH, élaborer les perspectives à moyen terme d'évolution de l'emploi, des compétences et des besoins de recrutement

MISSIONS OBLIGATOIRES

pour les collectivités affiliées de droit (-350 agents) ou volontaires

- publicité des listes d'aptitude
- publicité des créations et vacances d'emplois de C
- publicité des tableaux d'avancement
- Assurer la prise en charge des Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE) cat. C
- Reclasser les fonctionnaires catégorie C devenus inaptes
- Aider les fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité
- Organiser les Commissions Administratives Paritaires (CAP) et les Conseils de discipline
- Organiser les Commissions Consultatives Paritaires (CCP)
- Organiser les Comités Sociaux Territoriaux (CST)
- Calculer le crédit de temps syndical et le remboursement des charges salariales afférentes
- Assurer le secrétariat des Commissions de Réforme
- Assurer le secrétariat des Comités Médicaux
- Emettre un avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable
- Assurer une assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue
- Assurer une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine
- Assurer une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite
- Assurer l'accompagnement personnalisé pour l'élaboration du projet professionnel des agents
- Etablir les lignes directrices de gestion relatives à la Promotion Interne

Cotisation 0,8% masse salariale

Taux de cotisation voté

MISSIONS OPTIONNELLES

- Assurer toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents pour les CT
- Tâches administratives ; Missions d'archivage de Numérisation
 - Conseils en organisation
 - Conseils juridiques
 - Mise à disposition d'agents pour des remplacements ou missions temporaires
 - Mise à disposition d'agents pour des missions permanentes
 - Conseil de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (mission ACFI)
 - Recruter des agents cumulant emploi public à TNC et emploi privé
 - Gestion de l'action sociale et contrat groupe de la Protection Sociale
 - Complémentaire
 - Gestion administrative des Comptes Epargne Temps (CET)
 - Organiser des concours et examens pour les CT non affiliés
 - Souscrire des contrats groupe d'assurance des risques statutaires
 - Créer un service de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle
 - Créer un dispositif de signalement pour les agents ou témoins victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter...

Tarif / convention



BILAN FINANCIER GÉNÉRAL

EXERCICE 2021

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section de Fonctionnement - DEPENSES

DEPENSES		C.A. 2020	B.P.2021	C.A. 2021	CA20/CA21
Charges à caractère général	c/011	350 733,51 €	516 120,00 €	360 662,13 €	2,8%
Charge de personnel	c/012	2 935 088,92 €	3 833 949,31 €	3 769 581,95 €	28,4%
Autres charges de gest° courante	c/65	212 640,12 €	281 420,00 €	270 942,94 €	27,4%
Charges financières	c/66	5 275,77 €	4 958,00 €	4 957,39 €	-6,0%
Charges exceptionnelles	c/67	2 140,87 €	3 500,00 €	1 158,80 €	-45,9%
Dotations aux amortissements	c/68	39 582,97 €	40 172,69 €	40 172,69 €	1,5%
FONCTIONNEMENT		3 545 462,16 €	4 680 120,00 €	4 447 475,90 €	25,4%

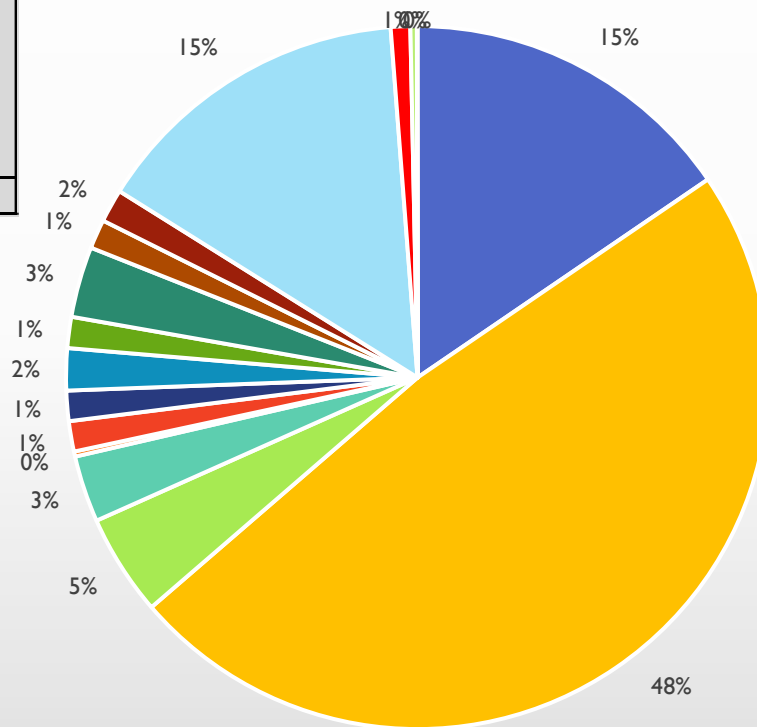
Les dépenses totales de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **95%** du prévisionnel (73% en 2020).

Elles sont en net rebond par rapport à 2020 de **25,4%**, par exemple :

- **+28,4%** sur les charges de personnel en raison de la forte activité du service Remplacement-Renfort ;
- **+31,6%** de remboursements des activités syndicales (c/6188) ;
- Frais de formation (c/6184) ;

à l'exception des charges générales qui demeurent sensiblement au même niveau qu'en 2020 (**+2,8%**).

Répartition par activités



- Administration générale
- Remplacement-Renfort
- Activités syndicales
- Assurance Groupe
- CDAS
- CM/CR
- CNRACL
- Concours
- Diététique
- CIMETH
- Paie à façon
- Prévention des risques
- Médecine
- PSC
- Recrutement
- Déontologie

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section de Fonctionnement - RECETTES

Excédent 2020 = 690 605,92 €

Excédent 2021 = 789 605,08 €

RECETTES		C.A. 2020	B.P.2021	C.A. 2021	CA20/CA21
Excédent antérieur reporté	c/002		690 605,92 €		
Atténuation de charges	c/013	56 639,58 €	22 466,00 €	32 868,92 €	-42,0%
Produits des activités	c/70	3 194 059,65 €	3 656 565,08 €	4 176 810,31 €	30,8%
Dotations, subventions, participations	c/74	69 957,66 €	12 783,00 €	5 622,62 €	-92,0%
Autres produits de gestion courante	c/75	313 969,64 €	297 000,00 €	323 960,15 €	3,2%
Produits exceptionnels	c/77	1 441,55 €	700,00 €	7 213,06 €	400,4%
FONCTIONNEMENT		3 636 068,08 €	4 680 120,00 €	4 546 475,06 €	25,0%

Les recettes totales de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **97,1%** du prévisionnel (87,4% en 2020).

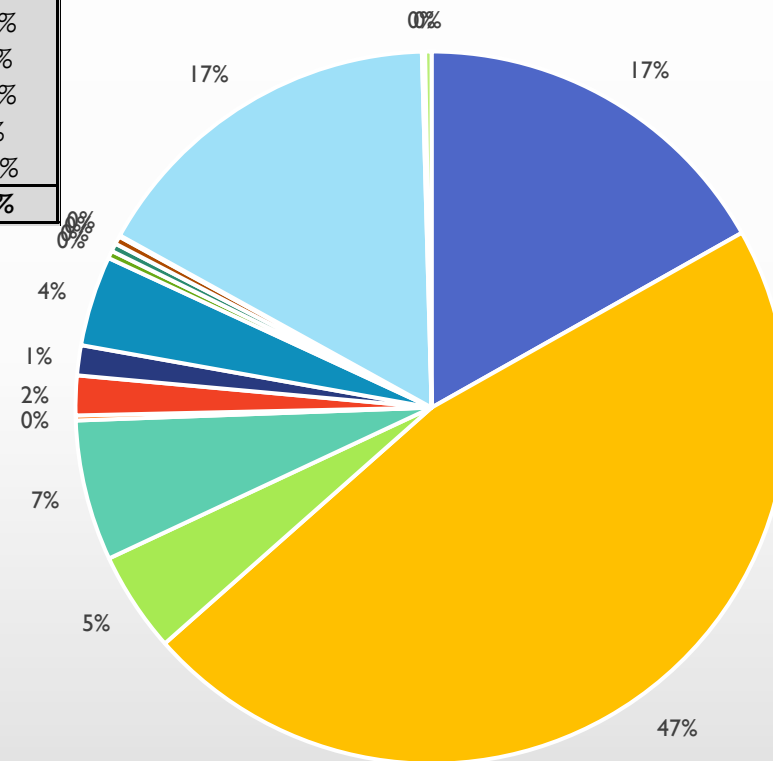
Elles sont, parallèlement aux dépenses, en rebond de **25%**.

Les refacturations des personnels mis à disposition expliquent la plus grosse part de cette hausse (**+70,3%**)

Cette année aucun subvention du FIPHFP n'a été perçue.

Les cotisations génèrent 51 000 € de ressources supplémentaires (**+4,5%**).

Répartition par activités



- Administration générale
- Remplacement-Renfort
- Activités syndicales
- Assurance Groupe
- CDAS
- CM/CR
- CNRACL
- Concours
- Diététique
- CIMETH
- Paie à façon
- Prévention des risques
- Médecine
- PSC
- Recrutement

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Section d'Investissement

INVESTISSEMENT		C.A. 2020	B.P.2021	C.A. 2021	CA20/CA21
Emprunts et dette	c/016	28 342,06 €	46 661,00 €	46 659,60 €	64,6%
Immo. Incorporelles	c/20	9 478,79 €	172 568,70 €	60 749,70 €	540,9%
Immo. Corporelles	c/21	35 307,29 €	78 060,49 €	36 797,13 €	4,2%
Immo. En cours	c/23	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,0%
Participation, créances	c/26	0,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	0,0%
INVESTISSEMENT		73 128,14 €	299 790,19 €	146 706,43 €	100,6%

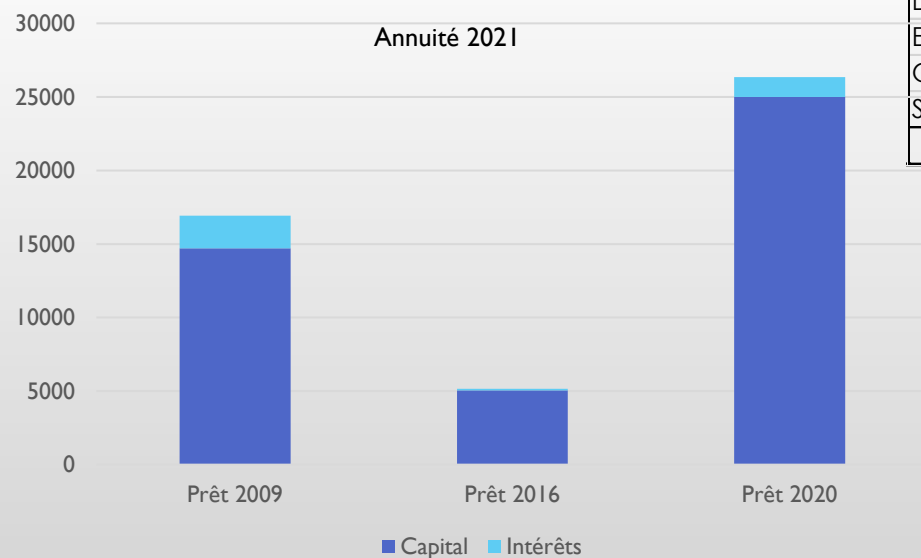
Les dépenses réelles d'investissement comprennent :

- Le remboursement de 3 emprunts pour un total de **44 751 €** de capital,
- Des moyens informatiques et logiciels : **85 565 €**,
- L'achat de mobiliers : **10 276 €**

112 571,48 € de Restes à Réaliser (acquisition de progiciels et serveur) seront reportés sur l'exercice 2022.

Etat de la dette au 31/12 :

CRD = 203 267 €



INVESTISSEMENT		C.A. 2020	B.P.2021	C.A. 2021	CA20/CA21
Excédent de fonctionnement capitalisé	c/1068	50 203,75 €			
Dotations, fonds divers	c/10	4 853,98 €	5 363,71 €	5 147,27 €	6,0%
Emprunts	c/16	201 908,12 €	1 279,00 €	1 279,09 €	-99,4%
Opération de section à section	c/40	39 582,97 €	40 172,69 €	40 172,69 €	1,5%
Solde d'exécution excédentaire	c/001	0,00 €	252 974,79 €	0,00 €	
INVESTISSEMENT		296 548,82 €	299 790,19 €	46 599,05 €	-84,3%

Les recettes se limitent au FCTVA (5 147 €) et aux amortissements des immobilisations (40 172,69 €)

L'excédent antérieur reporté se réduit à **152 867,41 €** (252 974,79 en 2020), mais couvre de manière suffisante les RAR.

SITUATION FINANCIÈRE

Résultat de l'exercice

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution moyenne annuelle
Report N-1	816 219,49 €	816 763,70 €	522 161,02 €	626 757,02 €	794 668,95 €	559 597,25 €	600 000,00 €	690 605,92 €	-2,36%
Recettes Réelles	4 595 262,77 €	4 150 087,51 €	4 552 943,79 €	4 842 622,89 €	4 282 774,12 €	4 500 714,15 €	3 633 672,16 €	4 544 566,94 €	-0,16%
Dépenses Réelles	4 489 921,16 €	4 371 221,26 €	4 333 509,72 €	4 621 451,84 €	4 480 153,01 €	4 372 105,80 €	3 503 483,27 €	4 405 373,96 €	-0,27%
Résultat de l'exercice	105 341,61 €	-221 133,75 €	219 434,07 €	221 171,05 €	-197 378,89 €	128 608,35 €	130 188,89 €	139 192,98 €	4,06%

Sur la période observée les dépenses diminuent davantage que les recettes. Il n'y a donc pas d'effet ciseau et le résultat est amélioré malgré des passages en négatif puis en positif, selon les versements FIPHFP.

Le résultat de l'exercice demeure stable mais assez faible au regard de la masse des recettes puisqu'il représente 3% de celles-ci.

Evolution de l'excédent brut

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution moyenne annuelle
Produits de gestion	4 536 792,86 €	4 106 780,62 €	4 499 150,72 €	4 815 849,52 €	4 223 683,55 €	4 461 066,59 €	3 577 986,95 €	4 506 393,08 €	-0,10%
Charges de gestion	4 437 843,94 €	4 334 823,09 €	4 289 976,82 €	4 589 230,51 €	4 415 212,97 €	4 331 113,58 €	3 449 776,67 €	4 375 783,89 €	-0,20%
Excédent brut de fonctionnement	98 948,92 €	-228 042,47 €	209 173,90 €	226 619,01 €	-191 529,42 €	129 953,01 €	128 210,28 €	130 609,19 €	4,05%

Sur le long terme, les produits et les charges du CDG évoluent peu en moyenne annuelle.

L'excédent brut est stable depuis 2019 malgré des variations de dépenses et de recettes très impactées par la crise sanitaire.

SITUATION FINANCIÈRE

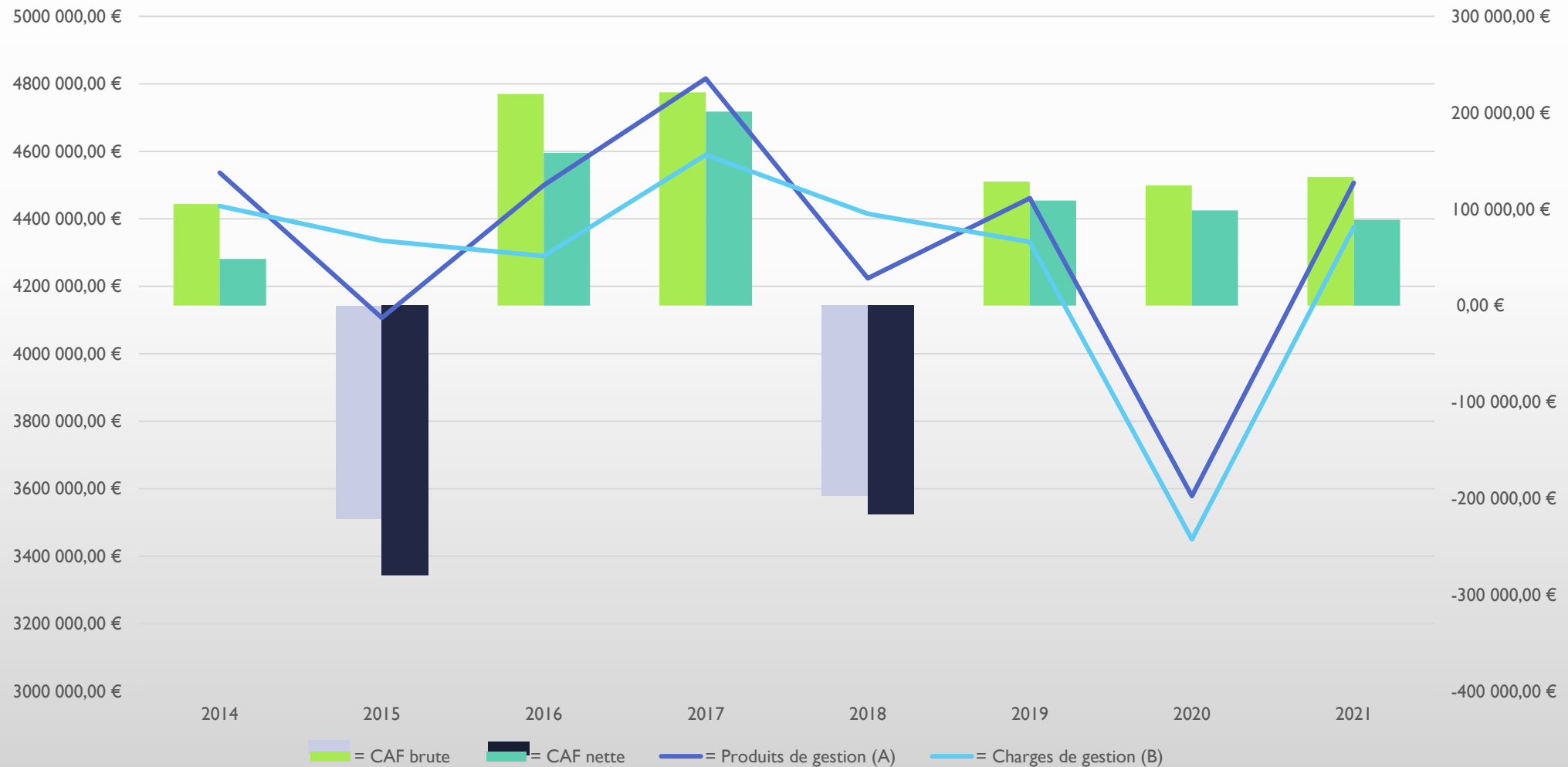
EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2014/2021
Ressources d'exploitation	4 022 441,35 €	3 714 312,58 €	3 763 444,12 €	4 195 371,04 €	3 845 730,80 €	3 900 257,57 €	3 194 059,65 €	4 176 810,31 €	3,84%
Dotations, subvention, participations	244 650,36 €	54 691,00 €	375 897,16 €	247 500,89 €	68 535,18 €	258 539,95 €	69 957,66 €	5 622,62 €	-97,70%
Autres	269 701,15 €	337 777,04 €	359 809,44 €	372 977,59 €	309 417,57 €	302 269,07 €	313 969,64 €	323 960,15 €	20,12%
= Produits de gestion (A)	4 536 792,86 €	4 106 780,62 €	4 499 150,72 €	4 815 849,52 €	4 223 683,55 €	4 461 066,59 €	3 577 986,95 €	4 506 393,08 €	-0,67%
Charges à caractère général	527 397,77 €	645 517,69 €	606 535,03 €	536 863,66 €	578 851,37 €	526 789,92 €	350 733,51 €	360 662,13 €	-31,61%
Charges de personnel (nettes =c/012-64198)	3 742 889,95 €	3 480 176,19 €	3 450 955,32 €	3 804 918,85 €	3 572 775,80 €	3 579 372,11 €	2 886 403,04 €	3 744 178,82 €	0,03%
Autres charges de gestion	167 556,22 €	209 129,21 €	232 486,47 €	247 448,00 €	263 585,80 €	224 951,55 €	212 640,12 €	270 942,94 €	61,70%
= Charges de gestion (B)	4 437 843,94 €	4 334 823,09 €	4 289 976,82 €	4 589 230,51 €	4 415 212,97 €	4 331 113,58 €	3 449 776,67 €	4 375 783,89 €	-1,40%
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	98 948,92 €	-228 042,47 €	209 173,90 €	226 619,01 €	-191 529,42 €	129 953,01 €	128 210,28 €	130 609,19 €	32,00%
en % des produits de gestion	2,18%	-5,55%	4,65%	4,71%	-4,53%	2,91%	3,58%	2,90%	32,89%
Résultat financier réel	12 894,96 €	10 139,09 €	7 286,75 €	5 261,54 €	4 716,41 €	3 922,33 €	2 879,85 €	3 028,14 €	-76,52%
Autres produits et charges exceptionnels réels	19 287,65 €	17 047,81 €	17 627,42 €	-186,42 €	-1 133,06 €	2 577,67 €	-699,32 €	6 054,26 €	-68,61%
= CAF brute	105 341,61 €	-221 133,75 €	219 514,57 €	221 171,05 €	-197 378,89 €	128 608,35 €	124 631,11 €	133 635,31 €	26,86%
en % des produits de gestion	2,32%	-5,38%	4,88%	4,59%	-4,67%	2,88%	3,48%	2,97%	27,71%
Annuité en capital de la dette	56 854,12 €	58 870,04 €	60 982,43 €	19 782,10 €	19 587,28 €	19 641,41 €	25 946,14 €	44 751,48 €	-21,29%
= CAF nette	48 487,49 €	-280 003,79 €	158 532,14 €	201 388,95 €	-216 966,17 €	108 966,94 €	98 684,97 €	88 883,83 €	83,31%

Ici encore les fortes variations annuelles de la CAF sont à mettre en parallèle avec les versements du FIPHFP. Depuis 3 ans, la CAF nette perd environ 10 000 € par an. En particulier en 2021 en raison d'une annuité en capital supérieure. Compte tenu de l'objet de l'établissement qui a peu vocation à investir, la valeur modeste de la CAF n'est pas inquiétante.

SITUATION FINANCIÈRE

Constitution de la Capacité d'Autofinancement (CAF)

Produits/charges



SITUATION FINANCIÈRE

Evolution des ressources d'exploitation

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2014/2021
Cotisations	909 974,08 €	944 368,81 €	954 211,63 €	972 129,16 €	999 251,67 €	1 041 796,61 €	1 132 568,00 €	1 183 561,41 €	30,07%
Produits cotisation affiliés obligatoires	817 930,75 €	848 872,72 €	844 190,33 €	874 231,08 €	897 131,14 €	936 443,72 €	1 017 955,24 €	1 059 115,58 €	29,49%
Produits cotisation additionnelle	92 043,33 €	95 496,09 €	110 021,30 €	97 898,08 €	102 120,53 €	105 352,89 €	114 612,76 €	124 445,83 €	35,20%
Poids des cotisations / ressources d'exploitation	21,71%	23,76%	23,60%	22,41%	24,70%	25,64%	33,11%	26,83%	23,60%
Mise à disposition de personnel facturée	2 352 743,55 €	1 990 896,09 €	2 040 920,66 €	2 280 353,85 €	1 992 838,10 €	1 996 351,65 €	1 239 523,48 €	2 110 893,64 €	-10,28%
Poids des MàD / ressources d'exploitation	56,13%	50,09%	50,47%	52,57%	49,25%	49,13%	36,24%	47,86%	-14,74%
Autres prestations de service (c/760638+7068+75881)	928 762,25 €	1 039 364,32 €	1 048 866,20 €	1 085 035,97 €	1 054 168,39 €	1 024 899,40 €	1 048 627,77 €	1 116 099,99 €	20,17%
Poids des autres prestations / ressources d'exploitation	22,16%	26,15%	25,94%	25,02%	26,05%	25,22%	30,66%	25,31%	14,20%
= Ressources d'exploitation	4 191 479,88 €	3 974 629,22 €	4 043 998,49 €	4 337 518,98 €	4 046 258,16 €	4 063 047,66 €	3 420 719,25 €	4 410 555,04 €	5,23%

Les ressources d'exploitation du CDG16 sont constituées pour **27%** par les cotisations dont le produit cumulé croît de **3,8%** par an, en moyenne sur la période, alimenté par l'évolution de la masse salariale des collectivités et l'affiliation de COGNAC en 2020.

Les mises à disposition de personnel refacturées, qui représentent près de **48%** de la ressource du Centre hormis en 2020 (36% en 2020), s'établissent toujours autour des 2M€.

Les autres prestations de service, à savoir les conventions Médecine/Prévention, diététique, assurance, pèsent pour environ **25%** des ressources et évoluent positivement de près de **20%** sur la période.

SITUATION FINANCIÈRE

Evolution des charges de personnel

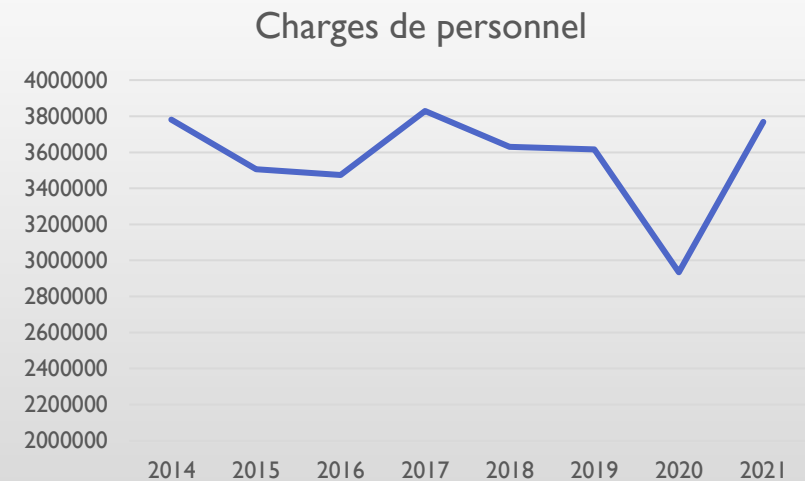
EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2014/2021
Charges de personnel (c/012)	3 781 266,73 €	3 505 824,80 €	3 474 757,58 €	3 829 913,37 €	3 629 987,60 €	3 615 987,34 €	2 935 088,92 €	3 769 581,95 €	-0,31%
Remb. Personnel mis à dispo (c/70842)	2 352 743,55 €	1 990 896,09 €	2 040 920,66 €	2 280 353,85 €	1 992 838,10 €	1 996 351,65 €	1 239 523,48 €	2 110 893,64 €	-10,28%
Remb. FMPE (c/746)	51 449,53 €	52 569,54 €	40 252,66 €	83 301,89 €	33 709,60 €	315,99 €	0,00 €	0,00 €	-100,00%
Remb. Assurance risques stat (c/64198)	38 376,78 €	25 648,61 €	23 802,26 €	24 994,52 €	57 211,80 €	36 615,23 €	48 685,88 €	25 403,13 €	-33,81%
= Charges nettes de personnel	2 314 366,77 €	1 965 247,48 €	2 017 118,40 €	2 255 359,33 €	1 935 626,30 €	1 959 736,42 €	1 190 837,60 €	2 085 490,51 €	-9,89%
en % des produits de gestion	51,01%	47,85%	44,83%	46,83%	45,83%	43,93%	33,28%	46,28%	-9,28%

En 2021, il n'y avait pas de Fonctionnaire Momentanément Privé d'Emploi (FMPE) pris en charge par le CDG16.

Les charges de personnel qui représentent entre 80 et 86% des charges de gestion sont quasi stables sur 8 ans. Les charges nettes diminuent de près de 10% sur cette période.

Les charges de personnel des agents du Centre (1,655 M€) représentent 37,6% des dépenses réelles de fonctionnement.

La cotisation d'assurance des risques statutaires s'élève à 42 120,73€ pour 2 521,15 € de remboursements.



SITUATION FINANCIÈRE

Section d'Investissement

EXERCICES	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2014/2021
Excédent N-I	958 803,27 €	872 408,40 €	536 531,83 €	673 572,75 €	794 668,95 €	559 597,25 €	650 203,75 €	690 605,92 €	-27,97%
Report à nouveau	816 219,49 €	816 763,70 €	522 161,02 €	626 757,02 €	794 668,95 €	559 597,25 €	600 000,00 €	690 605,92 €	-15,39%
Affectation réserve (invest.)	142 583,78 €	55 644,70 €	14 370,81 €	46 815,73 €	0,00 €	0,00 €	50 203,75 €	0,00 €	-100,00%

Il n'y a pas eu d'opération majeure d'investissement sur la période ; la dernière remontant à 2008-2009 avec la rénovation des bâtiments du siège du Centre.

Les dernières immobilisations notables remontent à 2014 avec l'acquisition du logiciel Médecine (45 000 €) ; 2015 avec l'acquisition du système de visioconférence et de tablettes ; 2016-2017 avec des travaux de mise en accessibilité des locaux financés en grande partie par un emprunt (30 000 €).

En 2020, l'excédent de fonctionnement a été partiellement capitalisé en section d'investissement afin de participer au financement des acquisitions logicielles et informatiques.

En 2021, une partie seulement des investissements logiciels a été soldée.

Fond de roulement

Le fond de roulement est quasiment identique à celui de l'exercice précédent à **941 193 €**.

Il représente 78 jours de fonctionnement (99 en 2020), soit un bon niveau.

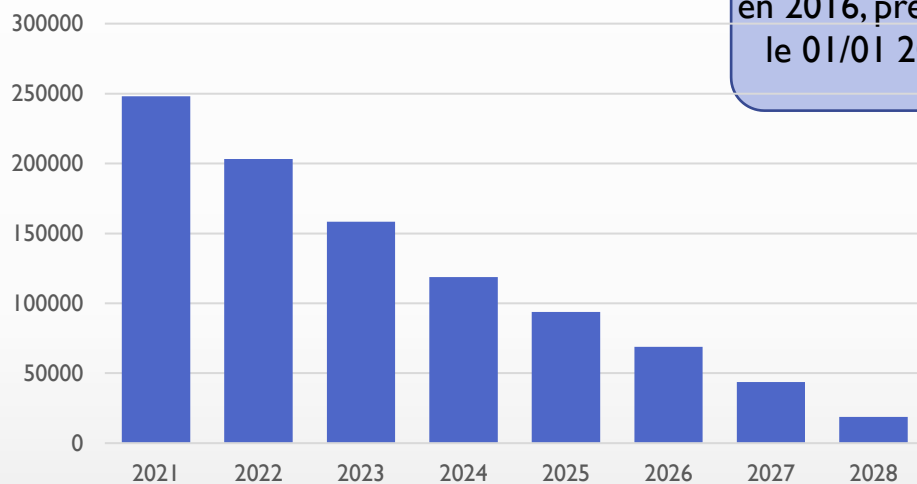
Trésorerie

La trésorerie au 31/12 d'un montant de **678 165 €** connaît une diminution de 15% par rapport à la même date en 2020 (797 450 €).

SITUATION FINANCIÈRE

Endettement

C.R.D

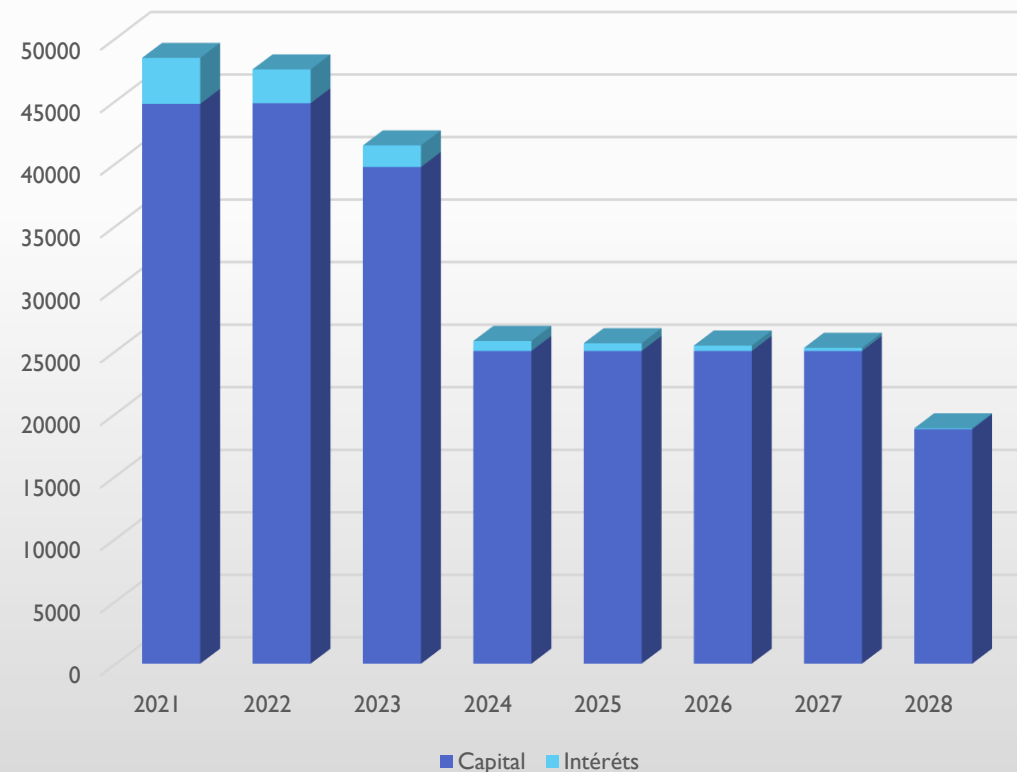


Le prêt souscrit en 2016, prend fin le 01/01 2022.

	CRD	Capital	Intérêts
2021	248018,19	44751,48	3678,3
2022	203266,71	44806,03	2699,9
2023	158460,68	39710,68	1720,89
2024	118750	25000	798,44
2025	93750	25000	615,94
2026	68750	25000	433,44
2027	43750	25000	250,94
2028	18750	18750	68,44

L'endettement du CDGI6 est particulièrement faible. Le paiement des intérêts ne représente que **0,7%** des DRF et la capacité dynamique de désendettement est de **1 an et 11 mois / CAF**.

Annuités





ACTIVITÉ DES SERVICES

EXERCICE 2021

PRÉAMBULE

- Les analyses de coûts par service découlent d'une comptabilité analytique qui a nécessité une remise à plat dont la mise en application entre en vigueur au 1^{er} janvier 2022.
- Dans l'attente et afin de conserver des éléments de comparaison, les résultats 2021 sont généralement bâtis selon la même structure que les années précédentes. Néanmoins, quelques nouvelles antennes ont été créées par anticipation (Prévention, PSC, déontologie).

PÔLE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion des carrières /

Conseil statutaire –

Instances statutaires –

Paye – Retraites – Chômage –

P.S.C.

Marjorie CHAUVET

Edith VERGEZ

Audrey CHAUVET-BOUCHEZ

Sophie DESMET

Patricia MARTAGUET-RICHER

Catherine FRANÇOIS

Clarisse MASCUNAN

Romy FENIOU

Stéphanie PLUYAUD

Fabienne CONDEMINE

GESTION DES CARRIÈRES / CONSEIL STATUTAIRE

6401 carrières d'agents stagiaires et titulaires*

904 carrières d'agents contractuels*

147 calculs de reprises de services (-30%)

10 911 documents scannés (+17,2%)
dont
622 entretiens prof.
2138 arrêtés de reclassement PPCR

ciril 
EDITEUR DE SOLUTIONS

Le changement de système d'information R.H. engagé en juin 2020 a été fortement retardé par des difficultés de reprises de données.

Le rattrapage du retard de saisies, le contrôle de la base, ses corrections... ont sensiblement pénalisé l'activité du service.

L'intégration se poursuit au 1^{er} trimestre 2022 avec un objectif de déploiement du portail collectivités en fin d'année.

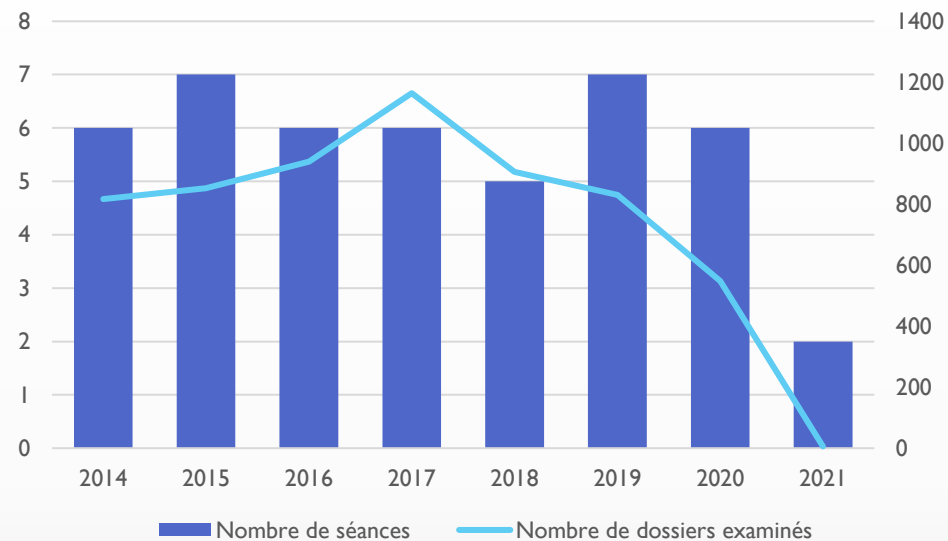
Lignes Directrices de Gestion

Pour la première année, la liste d'aptitude à la promotion interne a été établie sur la base des LDG arrêtées par le Président du CDG.

73 dossiers ont été reçus pour les 5 grades concernés.

13 agents ont été reçus en entretien par la commission.

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE



La loi de Transformation de la Fonction Publique d'Août 2019 est venue réduire substantiellement les compétences de la CAP.

Celle-ci se trouve recentrée sur les décisions défavorables aux agents.

Ceci explique le faible nombre de dossiers en 2021 : seulement 6.

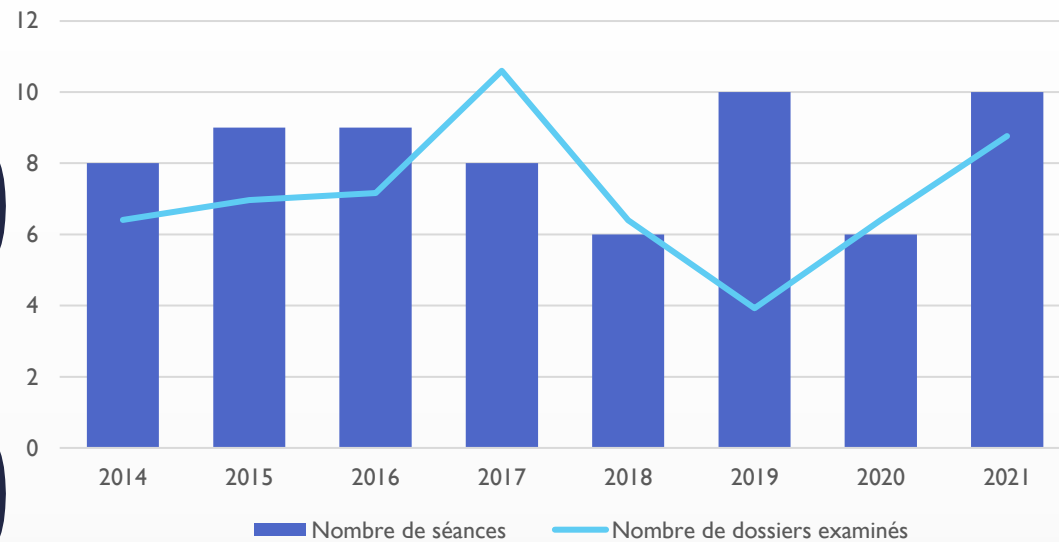
Après une année 2020 marquée par le COVID, les Conseils de discipline retrouvent un niveau moyen de séances.

5 Conseils de discipline contre **1** en 2020

2 séances de la C.C.P. pour 2 dossiers de licenciement pour inaptitude définitive d'agents contractuels de catégorie C

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Demandes d'avancement de grade	512	466	576	829	573	452	393	
Demandes de promotion interne	93	119	117	98	126	140	129	
Demande d'avis concernant des mises en disponibilité, détachement, intégration après détachement, intégration directe	110	148	133	135	120	168	2	
Prorogations de stage ; refus de titularisation, licenciement en cours de stage	5	5	3	9	3	7	17	4
Mises à disposition	70	72	76	79	57	50	0	
Divers. Depuis 2020 : demande de révision d'entretien pro, licenciement pour inaptitude...	27	43	35	14	27	13	7	2

COMITÉ TECHNIQUE

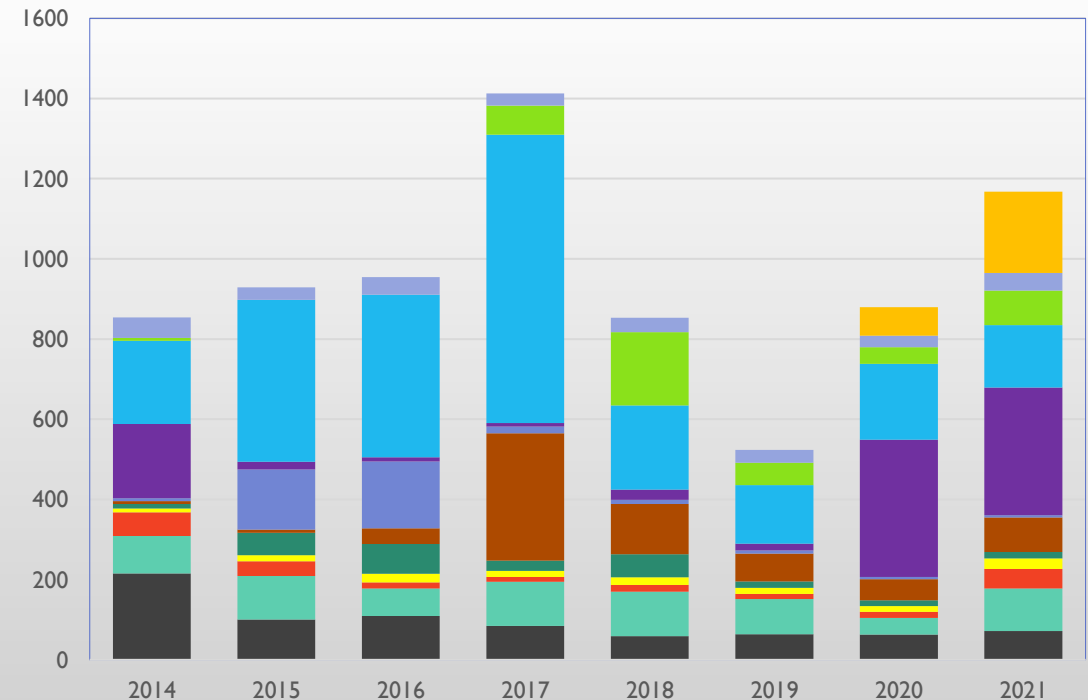


Plusieurs exercices sont marqués par la mise en œuvre de nouveaux dispositifs (CET, journée de solidarité, entretien professionnel, ratios d'avancement de grades, RIFSEEP, nouveaux rythmes scolaires...)

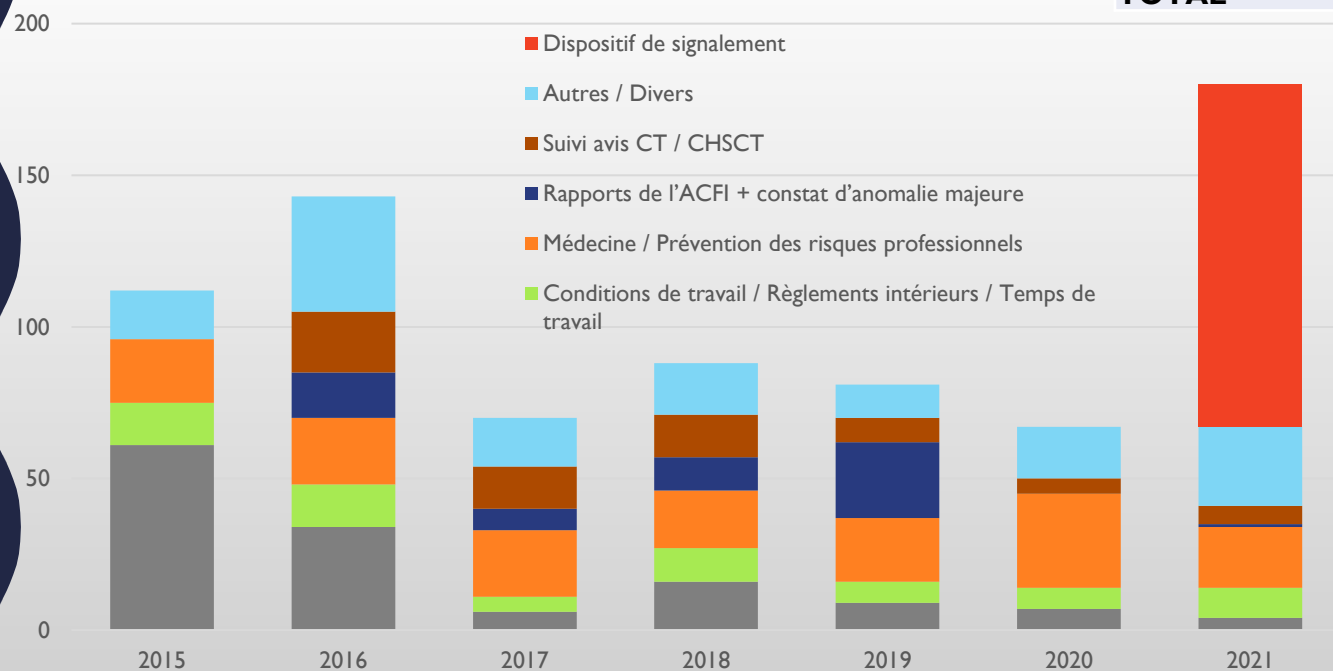
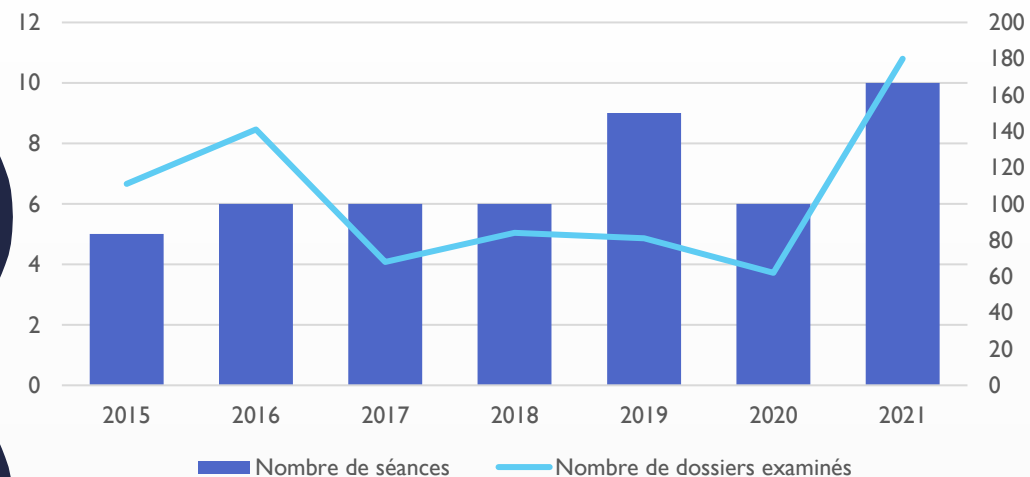
Comme pour les mandats en 2020, l'année 2021 se caractérise par la campagne d'adhésion aux nouvelles conventions de Protection Sociale Complémentaire, soit 27% des avis du comité.

Les Lignes Directrices de Gestion représentent 17% des avis mais pour seulement 57% des collectivités concernées (2021+2021) !

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Modification du temps de travail	216	101	110	85	59	64	63	72
Suppression / Créations d'emplois	93	108	68	110	111	88	42	106
Aménagement / Organisation du temps de travail / Réforme des rythmes scolaires	59	37	15	12	17	13	15	49
Compte Epargne Temps	10	15	22	15	19	15	14	26
Réorganisation des services	11	56	74	26	58	16	15	16
Régime indemnitaire	7	8	39	317	125	69	52	86
Mise en place de l'entretien professionnel	7	150	167	17	10	8	6	6
Participation à la protection sociale complémentaire	185	19	10	9	26	17	342	318
Ratios avancement de grade	208	404	406	719	210	146	189	156
Suivi avis C.T	7	0	0	72	182	56	42	86
LDG							71	203
Divers / Autres	51	31	44	31	36	32	29	44



C.H.S.C.T.

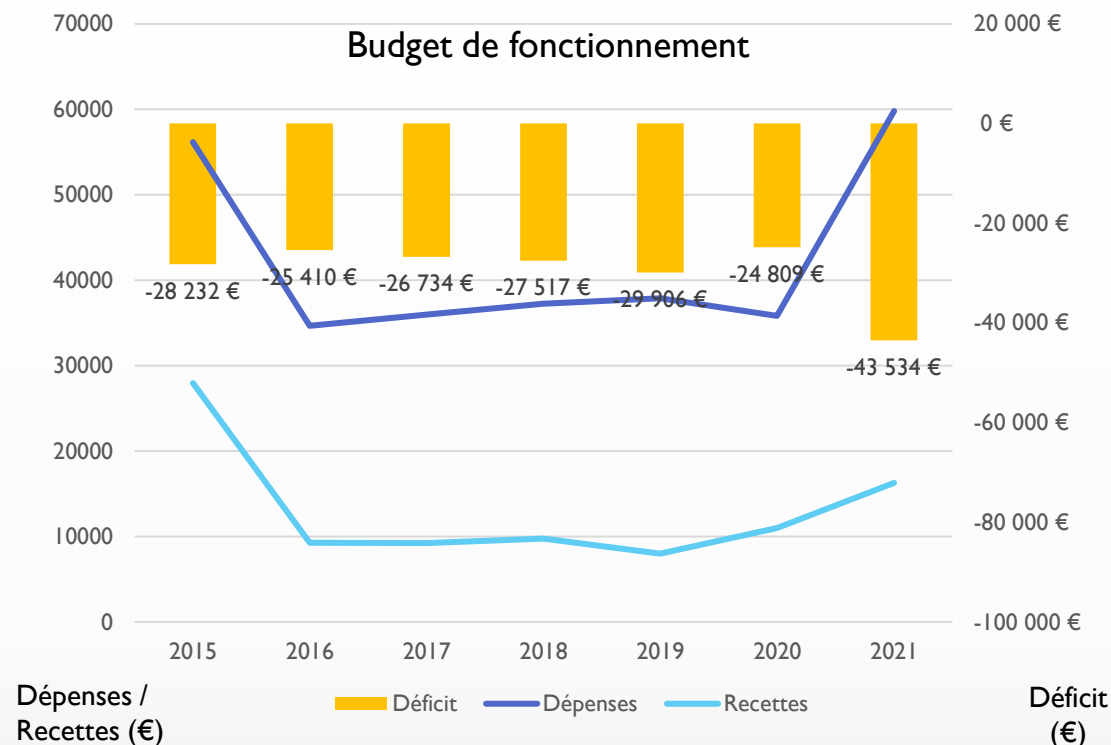
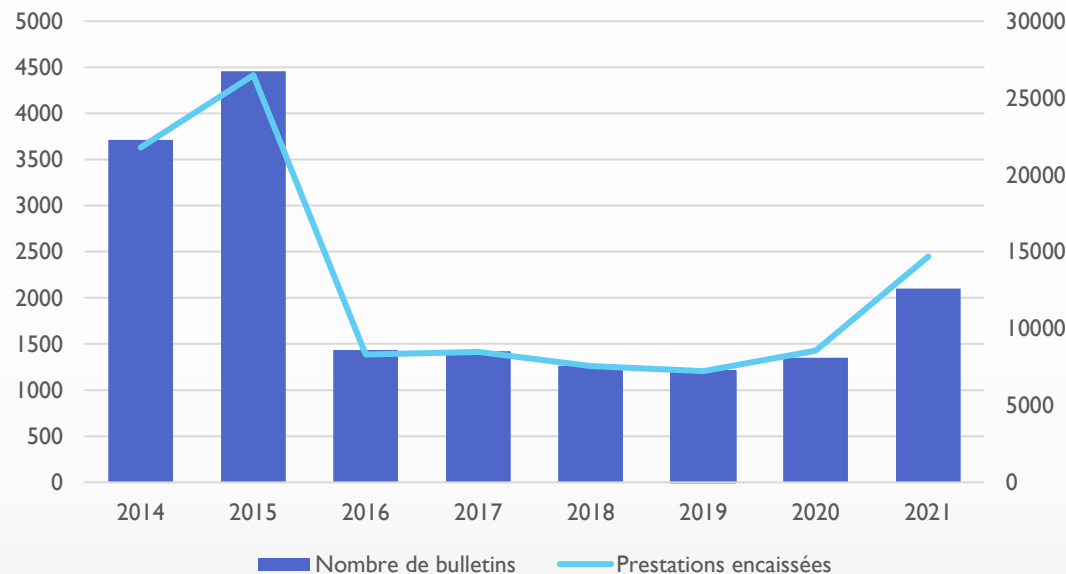


	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Construction, aménagement et entretien des lieux de travail / Mise en accessibilité	3	5	1	2	1	0	0
Nomination des assistants de prévention (lettre de cadrage)	61	34	6	16	9	7	4
Conditions de travail / Règlements intérieurs / Temps de travail	14	14	5	11	7	7	10
Rapports d'activités des médecins de prévention	3	2	2	6	3	23	4
Prévention des risques professionnels	18	20	20	13	18	8	16
Questions diverses	3	10	4	3	2	4	5
Rapports de l'ACFI + constat d'anomalie majeure	/	15	7	11	25	0	1
Registre de santé et sécurité au travail	/	12	/	/	/	/	0
Enquêtes suite à accidents du travail, maladie professionnelle / Visites de locaux	7	5	6	4	3	1	0
Rapports suite à commission d'enquête	/	4	3	5	/	/	0
Suivi avis CT / CHSCT	/	20	14	14	8	5	6
Dispositif de signalement	/	/	/	/	/	/	113
Lettre de prévention	/	/	/	2	5	4	2
Mesures liées au COVID-19						8	0
Désignation CISST							19
TOTAL	109	141	68	87	81	67	180

L'activité du CHSCT est en forte hausse en lien avec la mise en œuvre par le CDG du dispositif de signalement AVDHAS (63% des avis).

Hormis ce sujet, le nombre d'avis est strictement équivalent à celui de l'an dernier.

PAIES A FAÇON



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de coll adhérentes	16	13	13	11	11	11	12

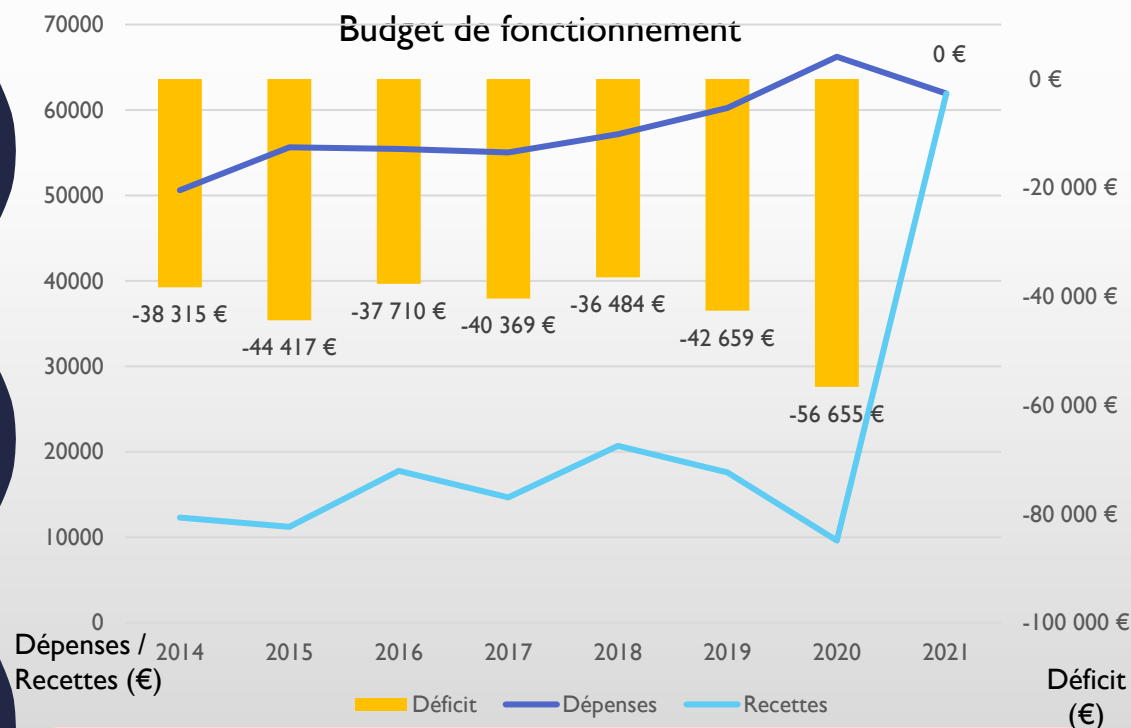
2015 : Départ du Grand Cognac, Charras et CIAS La Couronne. Arrivée de Chassenon
 2016 : Dissolution du SIAEP Argenton
 2017 : Départs de l'ATD16 et Fouquebrune. Arrivée de Charente numérique
 2019 : Départ de Paizay-Naudouin-Embourie (7 paies) -1/07-
 2020 : Arrivée de Verrières (8 paies)
 2021 : Arrivée du CCAS de Fléac (35 paies)
 2022 : Arrivées d'ECURAS et LIGNIRES-AMBLEVILLE (1/01) et LONGRÉ (1/06)

La mise en œuvre de ressources supplémentaires pour absorber le CCAS de Fléac et la mise en œuvre de la DSN accentue le déficit structurel du service. Le tarif a été revalorisé pour l'année 2022. L'adhésion récente de 3 nouvelles communes démontre toutefois l'intérêt du service. L'évolution de ce déficit sera à surveiller avec la nouvelle clé analytique et l'avenir de l'adhésion du CCAS de Fléac.

RELAIS C.N.R.A.C.L.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Validations / rétablissement	17	21	14	6	4	5	7
Pensions vieillesse	94	82	79	104	114	102	88
Pensions invalidité	16	18	20	20	24	17	14
Simulation de calcul de retraite	110	138	170	164	126	85	137

La convention avec la Caisse des Dépôts est renouvelée au 1^{er} janvier 2020 avec de nouvelles conditions financières et obligations pour le CDG.



Cette mission est financée pour partie par la cotisation obligatoire et pour partie par la cotisation additionnelle. Un correctif d'affectation des recettes a été opéré en ce sens ce qui neutralise les déficits constatés les exercices précédents.

Réunion d'Information Actifs

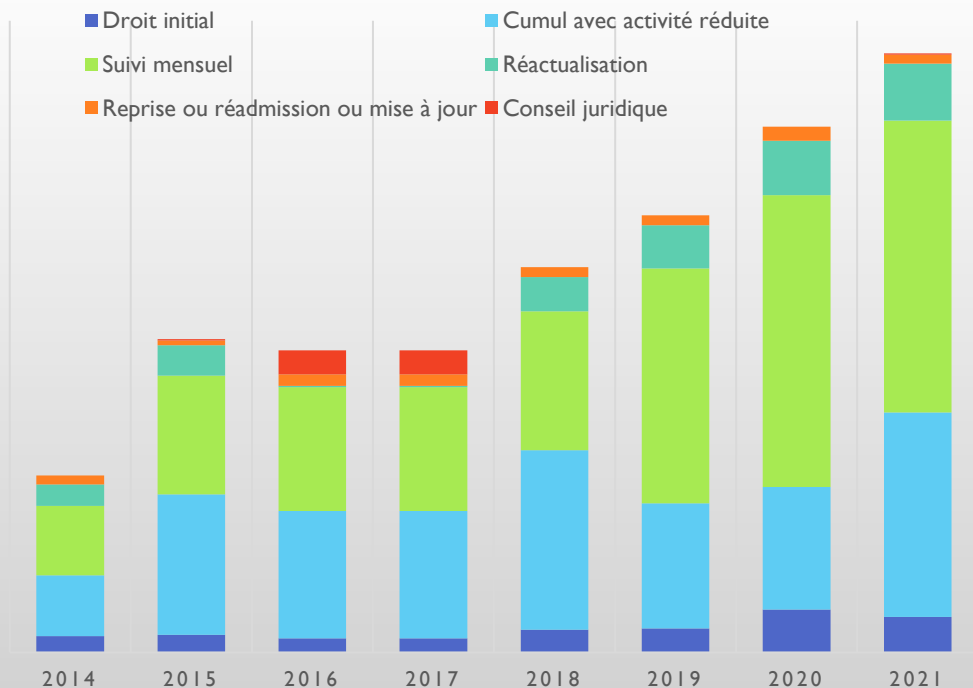
« Je prépare ma retraite »

Oct.-Nov. 2020

2 réunions d'information des actifs ont été organisées en partenariat avec la CNRACL.
57 agents ont participé.

ALLOCATIONS CHÔMAGE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Droit initial	13	14	11	11	18	19	34	28
Cumul avec activité réduite	48	111	101	101	142	99	97	162
Suivi mensuel	55	94	98	98	110	186	231	231
Réactualisation	17	24	1	1	27	34	43	45
Reprise ou réadmission ou mise à jour	7	4	9	9	8	8	11	7
Conseil juridique	0	1	19	19	0	0	0	1
Total	140	248	239	239	305	346	416	474



Le service mutualisé du **CDG 17** effectue pour le compte de 21 CDG, la mission de **calcul des allocations chômage** pour le personnel des collectivités et établissement publics affiliés. Les instructions sont en augmentations continue.

	Nombre	Coût unitaire	Total
Droit d'adhésion forfaitaire annuel	1	600 €	600 €
Droit initial	28	150 €	4 200 €
Cumul avec activité réduite	162	37 €	5 994 €
Suivi mensuel	231	14 €	3 234 €
Réactualisation	45	20 €	900 €
Reprise ou réadmission ou mise à jour	7	58 €	406 €
Conseil juridique	1	15 €	15 €
TOTAL	474		15 349 €

par rapport à 2020
+ 9,5%

Ce service est financé au travers de la cotisation additionnelle.

P.S.C.

Au cours de l'année 2021, de nouvelles conventions relatives à la **Protection Sociale Complémentaire** ont été négociées et signées par le Centre, au bénéfice des collectivités et établissements lui ayant donné mandat.

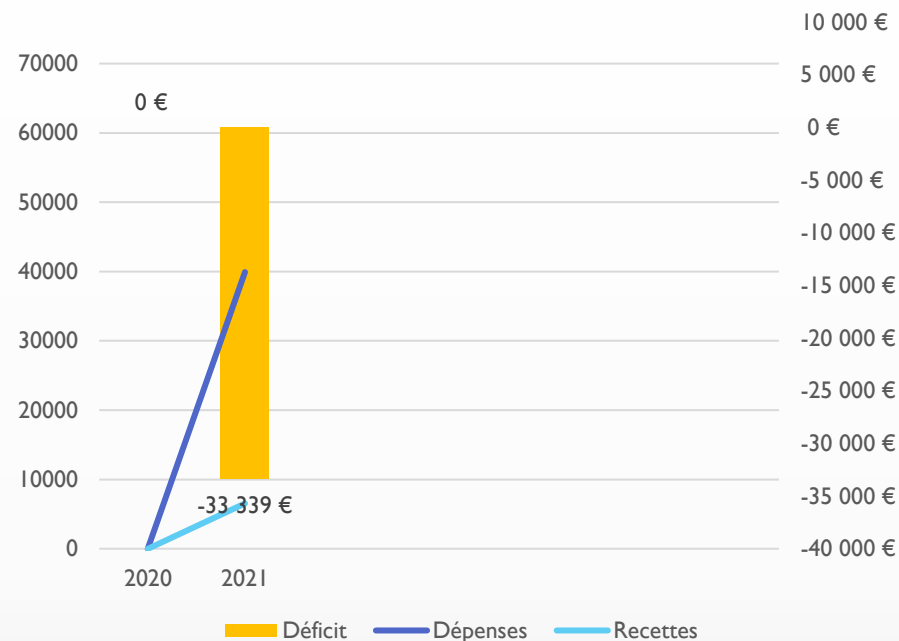
Pour ce faire, une A.M.O. a été contractualisée. Les coûts inhérents sont donc très majoritairement affectés sur cet exercice.

Les frais de gestion ont été revus à compter du démarrage de ces nouvelles conventions SANTÉ et PRÉVOYANCE, au 1^{er} janvier 2022.



	2 risques	Santé	Prévoyance
Nombre de mandats	251	3	74

Le CDG 16 a également accompagné les collectivités dans leur obligation de tenir un débat au sein de leur assemblée délibérante avant le 18/02/22, en proposant des documents cadres.



	2021	2022
Nombre d'adhérents SANTÉ	11	13
Nombre d'adhérents PRÉVOYANCE	83	106
Nombre d'adhérents 2 risques	69	173
TOTAL adhérents	163	292

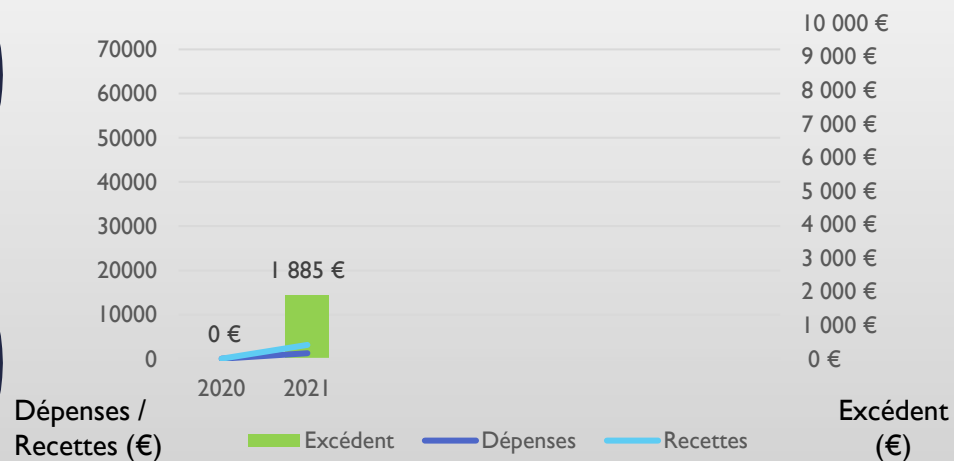
DÉONTOLOGUE



Cas de saisines	2020		2021	
	Recevable	Non-recevable	Recevable	Non-recevable
Cumul d'activité	1	1	3	1
Conflit d'intérêt				1

	2020	2021
Commune	0	3
EPCI	2	2

	2020	2021
Coût prestations	310 €	900 €



Depuis le 1^{er} septembre 2019, un référent déontologue est désigné pour mettre en œuvre la mission obligatoire des CDG en la matière. Il s'agit de M. Emmanuel AUBIN.

3 collectivités non-affiliées (Ville et CCAS d'Angoulême, C.A. Grand Angoulême) ont également conventionné pour bénéficier de ce service inclus dans l'appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.

PÔLE EMPLOI-MOBILITÉ

**Emploi – Recrutement-
Remplacement-Renfort –
Concours –
C.E.P.**

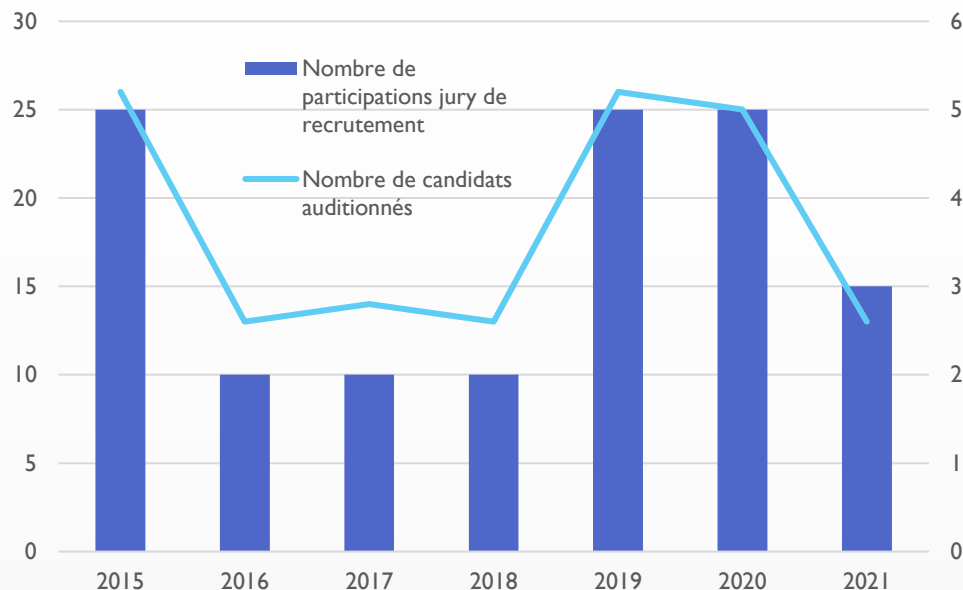
Armelle ANDRIEUX

Caroline DANTON

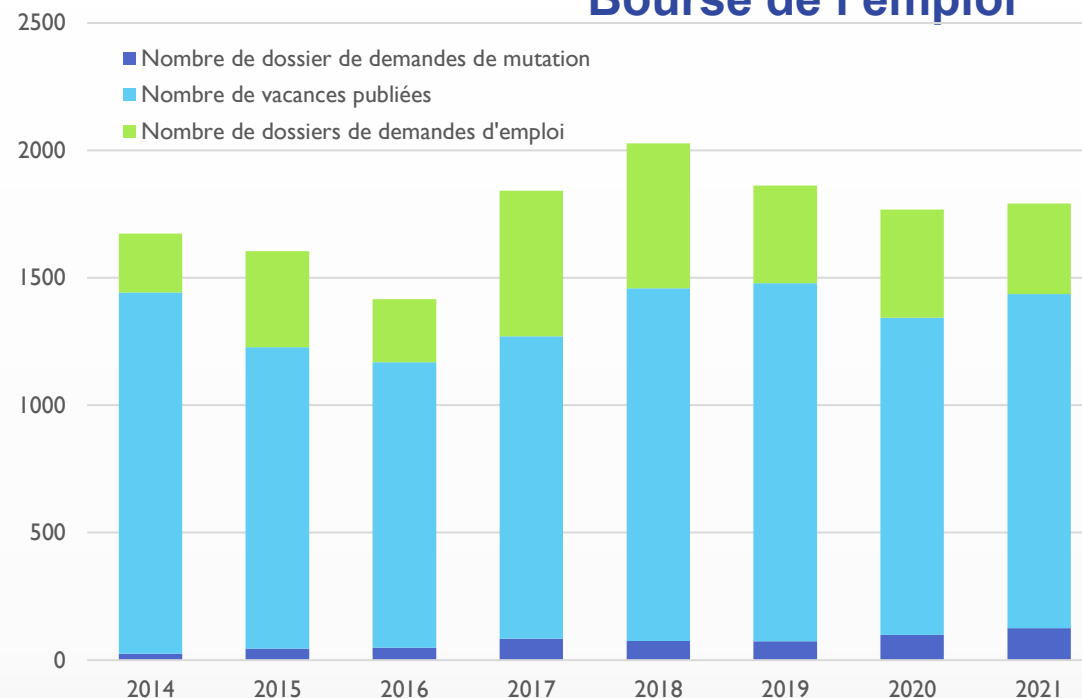
Chelsea FORESTIER

Fabienne CONDEMINE

EMPLOI



Bourse de l'emploi



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de dossier de demandes de mutation	25	45	49	83	75	74	99	125
Nombre de vacances publiées	1417	1182	1120	1187	1384	1405	1244	1311
Nombre de dossiers de demandes d'emploi	231	377	247	571	568	383	424	355

Participation à la semaine de l'emploi public et de la mobilité professionnelle. 12 entretiens CEP et organisation d'une initiative locale autour des métiers en tension.



P.P.R.

19 conventions ont été signées, dont 9 pour les non-affiliés.
10 agents ont été reçus en entretien.

C.E.P.

L'expérimentation du Conseil en Evolution Professionnelle a débuté au dernier trimestre.
5 agents ont été reçus sur des entretiens de 1^{er} niveau.

F.M.P.E.

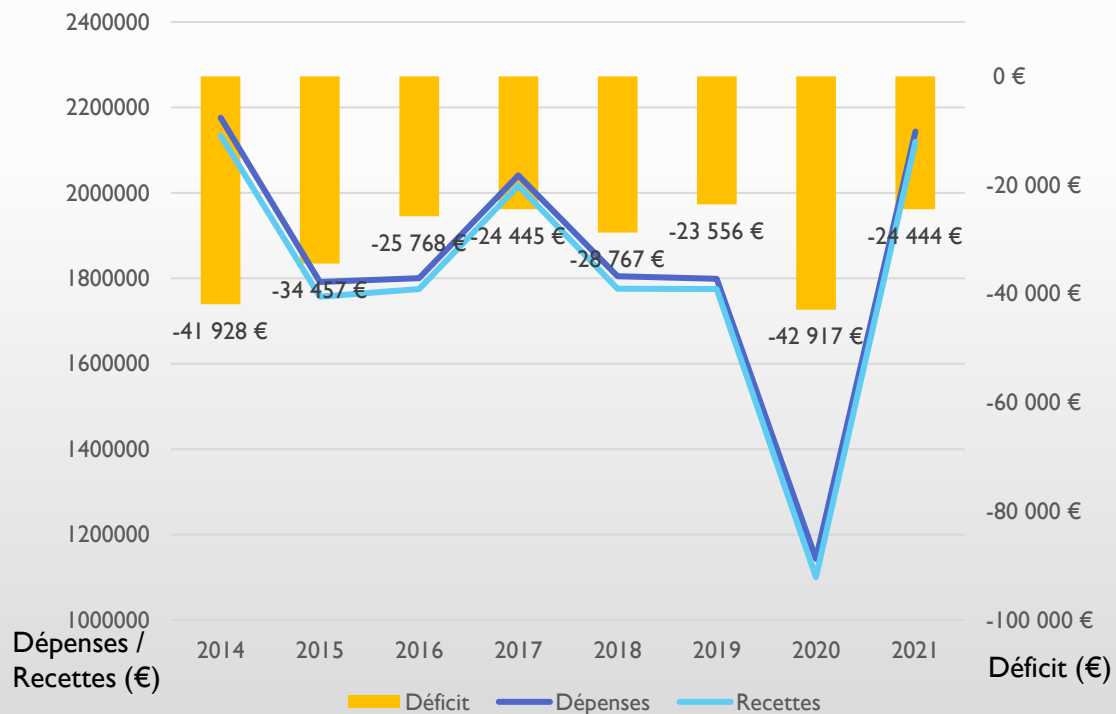
Depuis 2019, il n'y a plus de fonctionnaire momentanément privé d'emploi pris en charge par le CDG 16.

REMPACEMENT-RENFORT

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de collectivités utilisatrices	35	35	30	31	27	21	44
Nombre d'intérimaires recrutés	252	256	253	226	242	192	340
Nombre de contrats	1398	1353	1559	1344	1385	842	1836
Nombre d'avenants	214	244	110	17	19	18	32

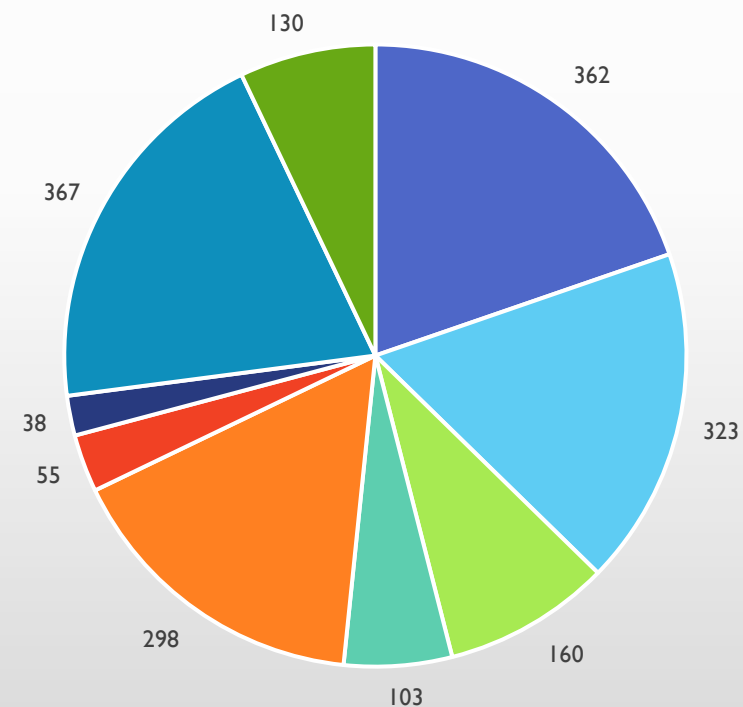
Si en 2020 94% du service reposait sur **6** collectivités utilisatrices dont en particulier Angoulême pour 1/3 des contrats, la nouvelle offre de service a permis de répondre à de nouvelles demandes.

Le nombre de contrats peut-être gonflé par les exigences de Pôle Emploi mais l'activité est néanmoins significativement en croissance comme en témoigne le nombre d'intérimaires recrutés.



Nombre de contrats par bénéficiaire

- Agoulême (ville + CCAS)
- Gond-Pontouvre (ville + CCAS)
- La Couronne
- Merpins
- Saint-Yrieix
- Voeuil-et-Giget
- Fléac
- Ruelle-sur-Touvre
- Autres



Depuis le 5 avril, le Centre emploi utilise une S.M.I. remplaçante. 3 communes ont bénéficié de ses services, pour un total de 106,5 jours, soit 65% de son temps d'emploi. Elle a parcouru 780 km pour se rendre aux missions. Ses missions ont couvert 62,5% de son traitement.

CONCOURS

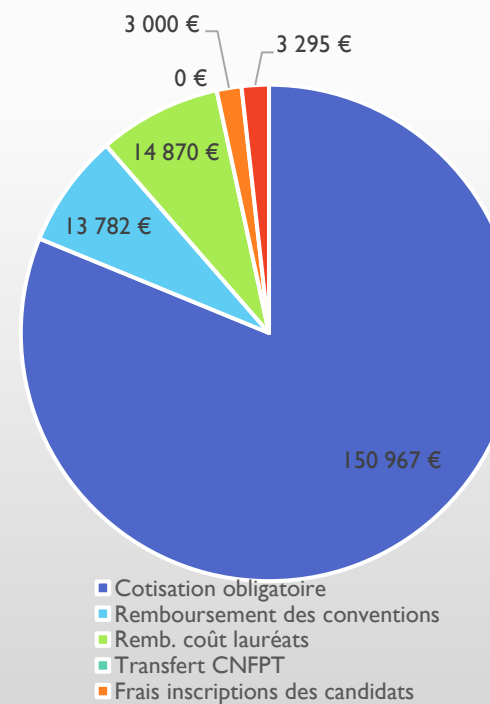
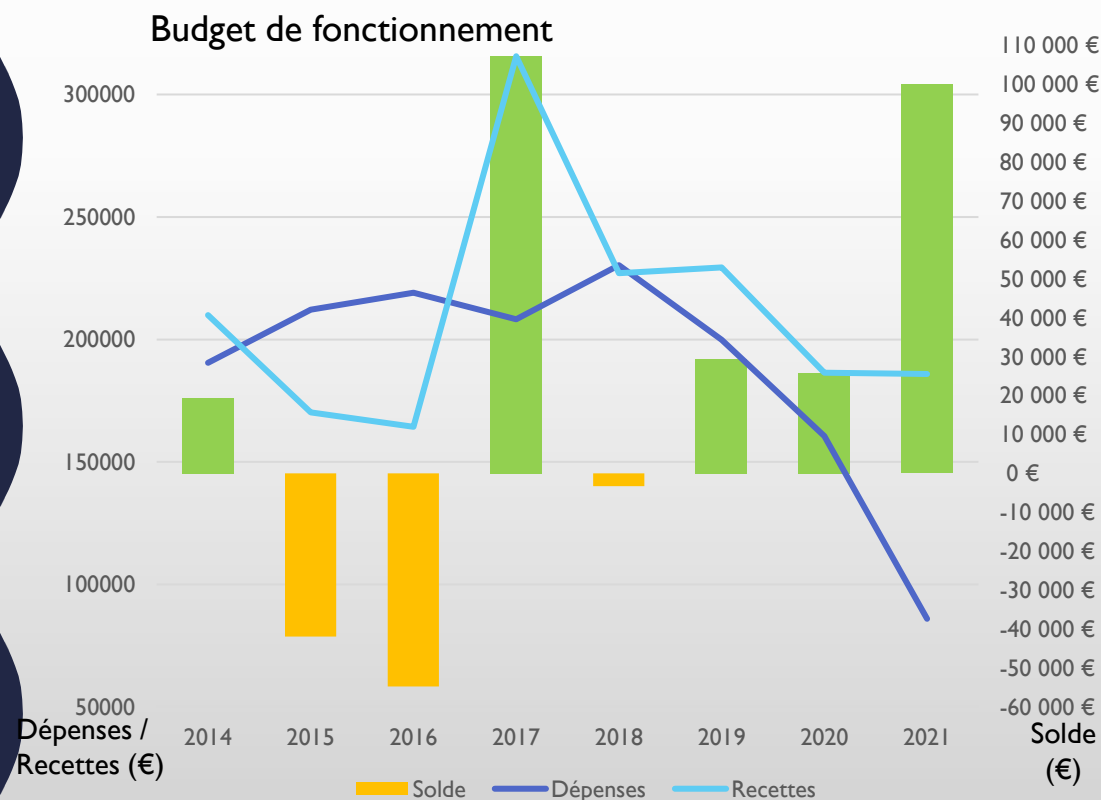
Organisés par le CDG 16	NOMBRE DE CANDIDATS				NOMBRE D'INSCRITS SUR LISTE D'APTITUDE	
	Inscrits		Présents		Externes	Internes
	Externes	Internes	Externes	Internes		
Technicien territorial	91	146	53	87	20	20

Depuis le 1^{er} janvier 2021, un service commun a été créé au sein de la coopération régionale auquel adhère le CDG16.

Aussi, à compter de cet exercice, l'ensemble des flux financiers des opérations organisées est converti en une participation à l'équilibre du service au travers d'une contribution annuelle versée au CDG33.

Celle-ci ne sera mandatée qu'en 2022, ce qui explique l'excédent du service.

Les autres dépenses et recettes inhérentes aux opérations antérieures ont vocation à s'éteindre progressivement dans le temps.



Activité du service mutualisé en 2021 :

- 23 opérations
- 5605 inscrits
- 4726 candidats présents
- 1483 admissibles
- 807 lauréats

PÔLE SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

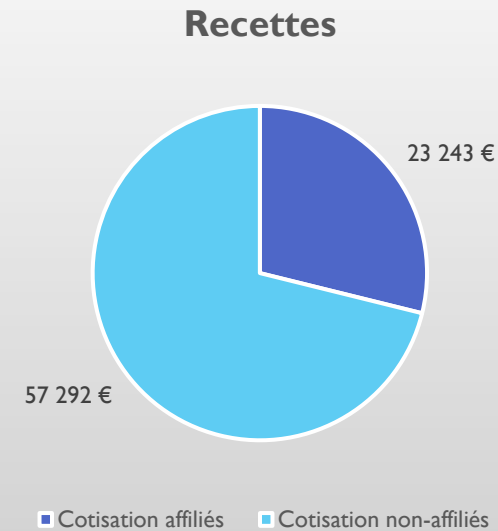
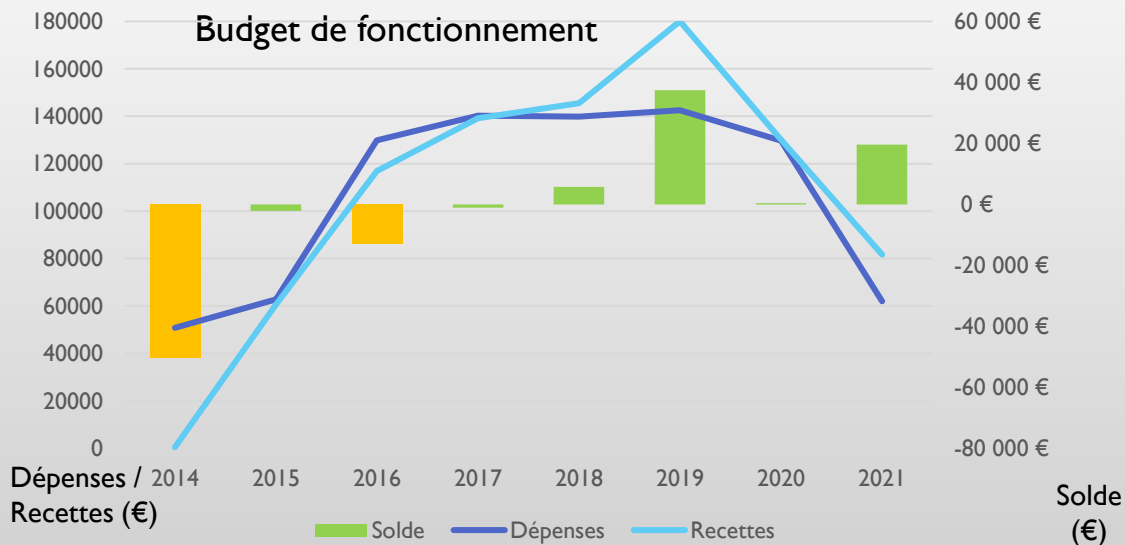
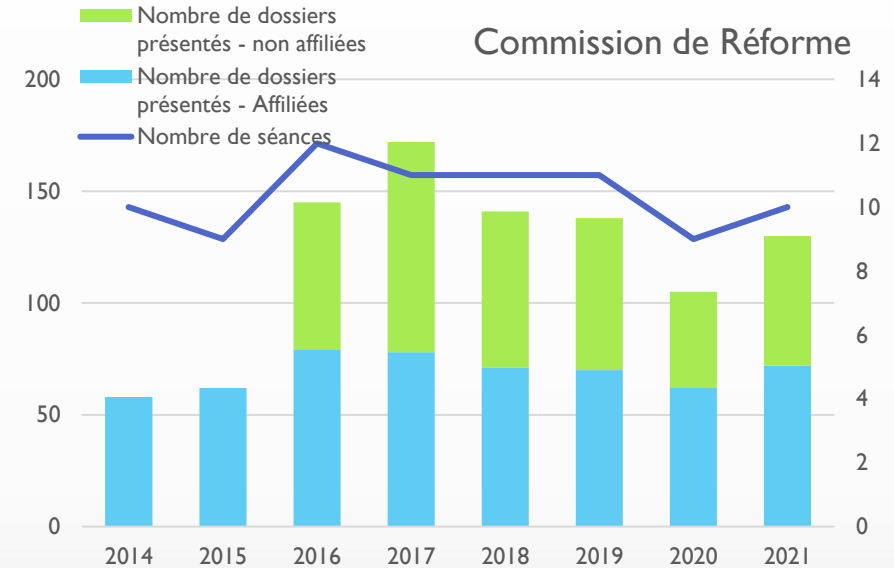
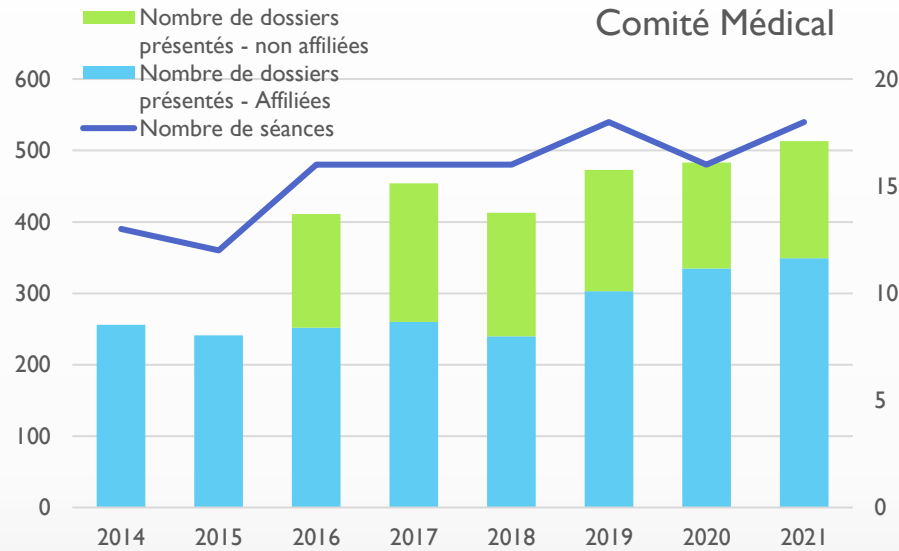
**Comité Médical –
Commission de Réforme –
Contrat Groupe
Assurance des risques
statutaires**

EMMANUEL CAILLON

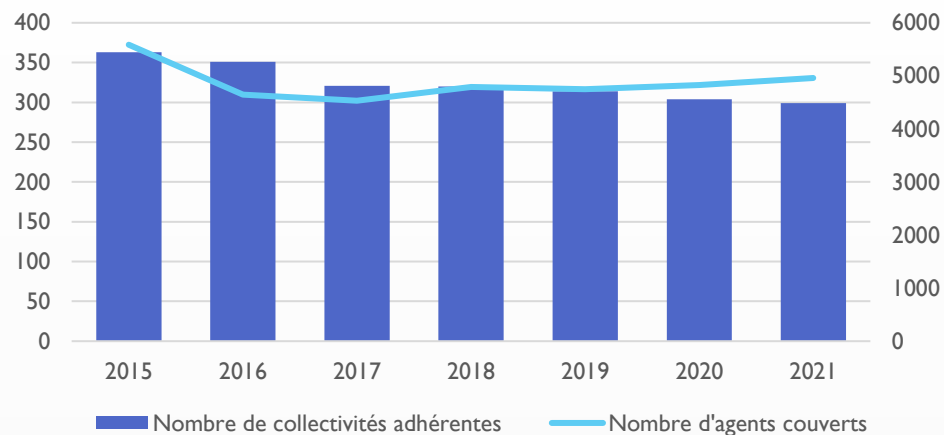
Nathalie GARDAIS

Margaux JORET

COMITÉ MÉDICAL / COM. DE RÉFORME

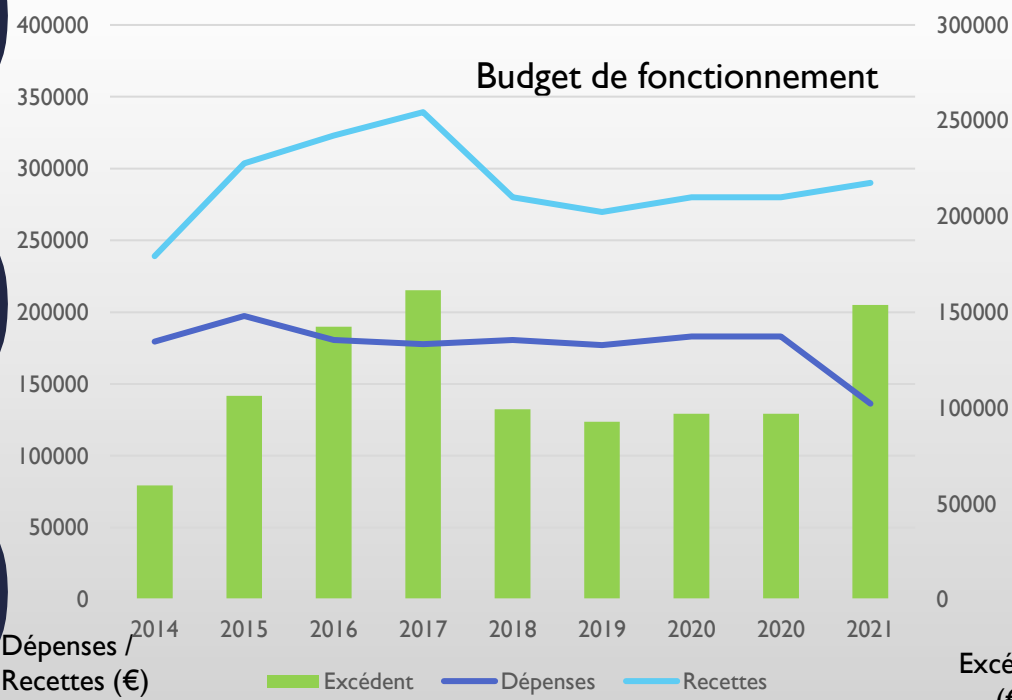


ASSURANCE

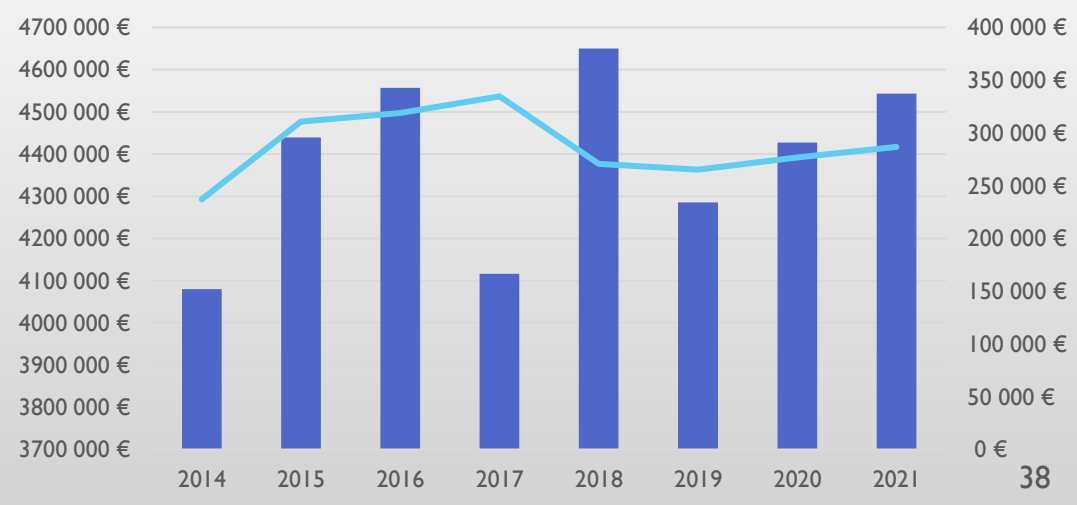


	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CONTRAT CNRACL							
Nombre de collectivités adhérentes	350	344	313	317	305	288	287
Nombre d'agents couverts	4701	3725	3716	3874	3816	3863	4098
CONTRAT IRCANTEC							
Nombre de collectivités adhérentes	236	223	197	208	207	207	205
Nombre d'agents couverts	888	923	815	918	932	965	864

Le nouveau contrat, débutant au 1^{er} janvier 2021 a été attribué au groupement SOFAXIS/CNP. 299 structures sont adhérentes pour 4 962 agents. L'absence de renfort du service en 2021 génère un excédent qui sera corrigé en 2022 du fait de ce renfort intervenu depuis le 20/12/21. Le COVID occasionne un surcroît notable de sinistres à gérer, en particulier depuis le dernier trimestre 2021.



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant encaissement	4 079 940 €	4 438 971 €	4 556 456 €	4 116 176 €	4 650 205 €	4 285 021 €	4 427 204 €	4 543 255 €
Montant Remise de Gestion (c/75881)	237 173 €	310 728 €	318 952 €	334 576 €	270 721 €	265 273 €	276 889 €	286 877 €



Médecine du travail – Prévention des risques – CIMETH – Diététique

Dr. Gaëlle ROBLET

Dr. Danilo FONTANELLA /
Joseph TUMBA

Dr. Christophe JAMMET

Dr. Frédérique TAUPIGNON

Ghislaine LANGLET

Maryline MEUNIER

Véronique BORDRON

Clément DEHARVENGT

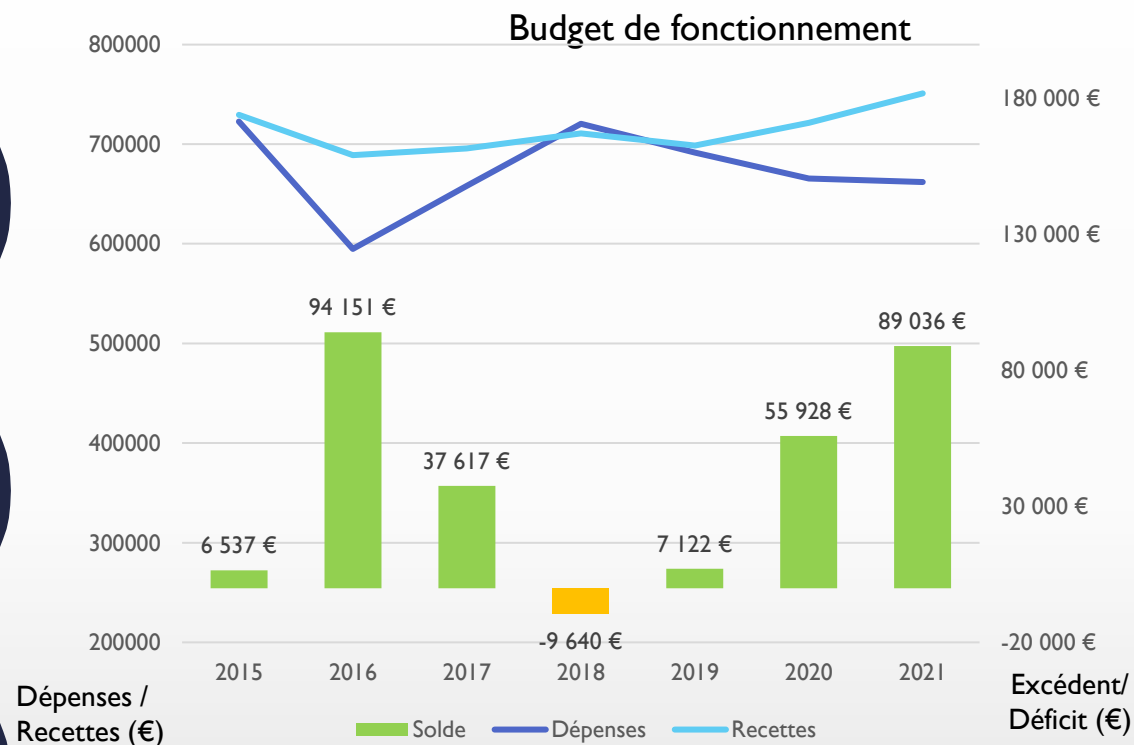
Naïs BOUTENEGRE

Elodie CAVROT

Josiane BEBIEN

Elsa MANANT

MÉDECINE DU TRAVAIL



Depuis cet exercice, le service Médecine est isolé du service Prévention en terme analytique pour les dépenses. En revanche, les recettes de cotisation ne le seront qu'à compter de 2022 (nouvelles modalités de facturation dans la nouvelle convention).

L'excédent n'est donc pas représentatif de l'équilibre du financement du service cette année.

La convention de service a été renouvelée au cours du dernier semestre 2021.

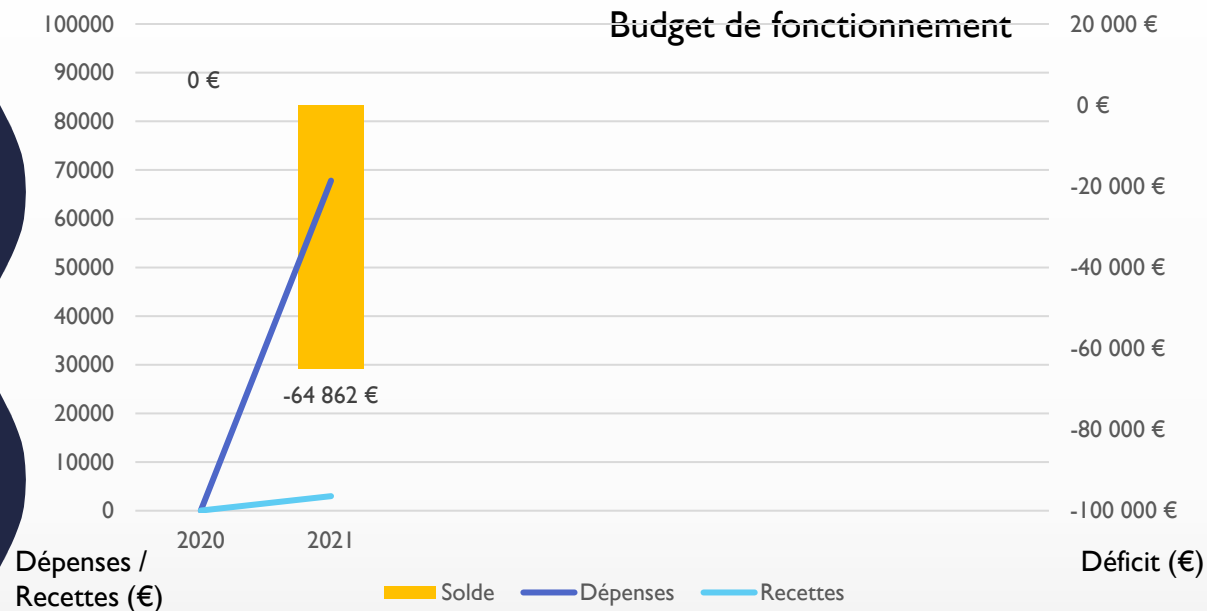
Au 1^{er} janvier, **409** collectivités et établissements ont adhéré (-10%). Un bilan plus complet pourra être réalisé à mi-exercice.

Les effectifs médecins du service ont évolué :

Depuis le 18 mars 2020, le service est renforcé par un 4^{ème} médecin et 2 médecins ont vu leur quotité augmentées (de 17,5/35^{ème} à 24/35^{ème} et de 28/35^{ème} à 35/35^{ème}) portant l'effectif total à **3,3 ETP** au 1^{er} janvier 2022 (contre 2 ETP au 1^{er} janvier 2020)

	Effectif pris en charge		Agents vus en visite	Visites périodiques		Visites non-périodiques				Absences
	SMR	non-SMR		SMR	non-SMR	Embauche	Reprise	Occasionnelle	Autres	
SM1	89	2339	575	31	148	208	91	187	15	51
SM2	257	1714	973	29	361	308	133	228	29	297
SM3	131	3218	1770	131	583	361	194	325	0	176
SM4	351	2747	1543	272	533	387	99	210	7	402
TOTAL	828	10018	4861	463	1625	1264	517	950	51	926

PRÉVENTION DES RISQUES PRO.



Quelques chiffres :

- 4 réunions d'information et de sensibilisation à la santé au travail
- 3 rencontres sécurité
- 21 CHSCT de collectivités + 10 CHSCT du CDG16
- 2 visites d'inspection
- 3 nouvelles fiches PHS
- 5 réunions de sensibilisation (chute en hauteur, addictions, gestion de la prévention)
- 12 propositions financières dans la mission de conseil personnalisé (mise en place DUERP, sensibilisations, étude de poste...)



Depuis cet exercice, un service Prévention a été créé et isolé du service Médecine en terme analytique pour les dépenses. En revanche, les recettes de cotisation ne le seront qu'à compter de 2022 (nouvelles modalités de facturation dans la nouvelle convention).
Le déficit n'est donc pas représentatif de l'équilibre du financement du service cette année.

Le service a été renforcé d'un agent au 1^{er} avril.

La convention de service a été renouvelée au cours du dernier semestre 2021.

Au 1^{er} janvier, **354** collectivités et établissements ont adhéré au CISST, **320** au conseil, **342** à la plateforme de signalement dont 291 au référent. Un bilan plus complet pourra être réalisé à mi-exercice.

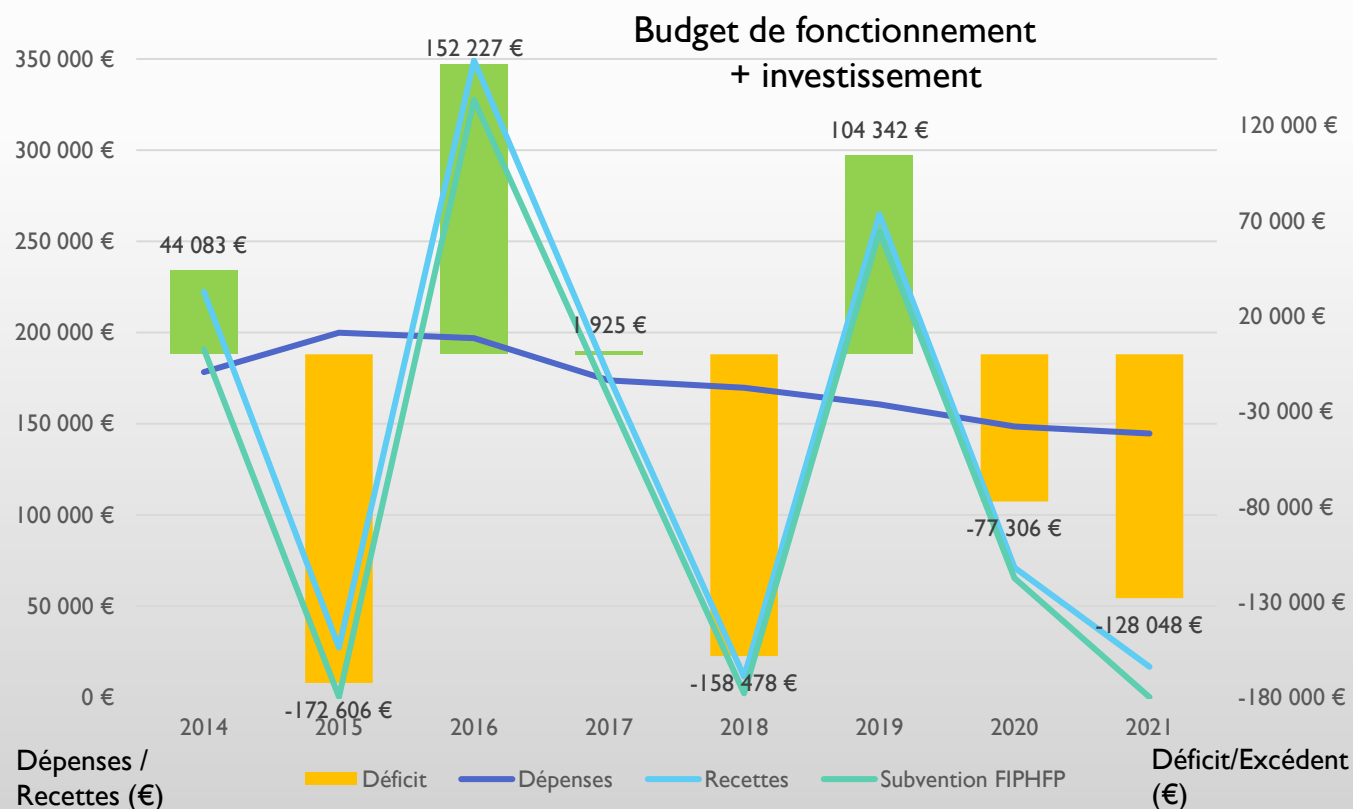
Rapport annuel d'activité complet disponible sur demande.

C.I.M.E.T.H.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Subvention FIPHFP	190 782 €	106 €	327 726 €	164 199 €	2 167 €	255 342 €	65 300 €	0 €

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de dossiers agents ouverts	182	93	113	91	76	136	125	95
Nombre d'entretiens individuels réalisés	106	152	105	70	67	31	35	49
Nombre de sensibilisations	117	116	53	133	43			
Nombre de visites de postes	93	56	76	46	47	37	29	28
Nombre de dossiers de financement	224	67	86	85	94	80	70	63

Le **CDG 16** a signé sa première convention avec le FIPHFP en 2009. La 5ème a été conclue en 2021, pour une durée de 3 ans, du **1er janvier 2022 au 31 décembre 2024**.



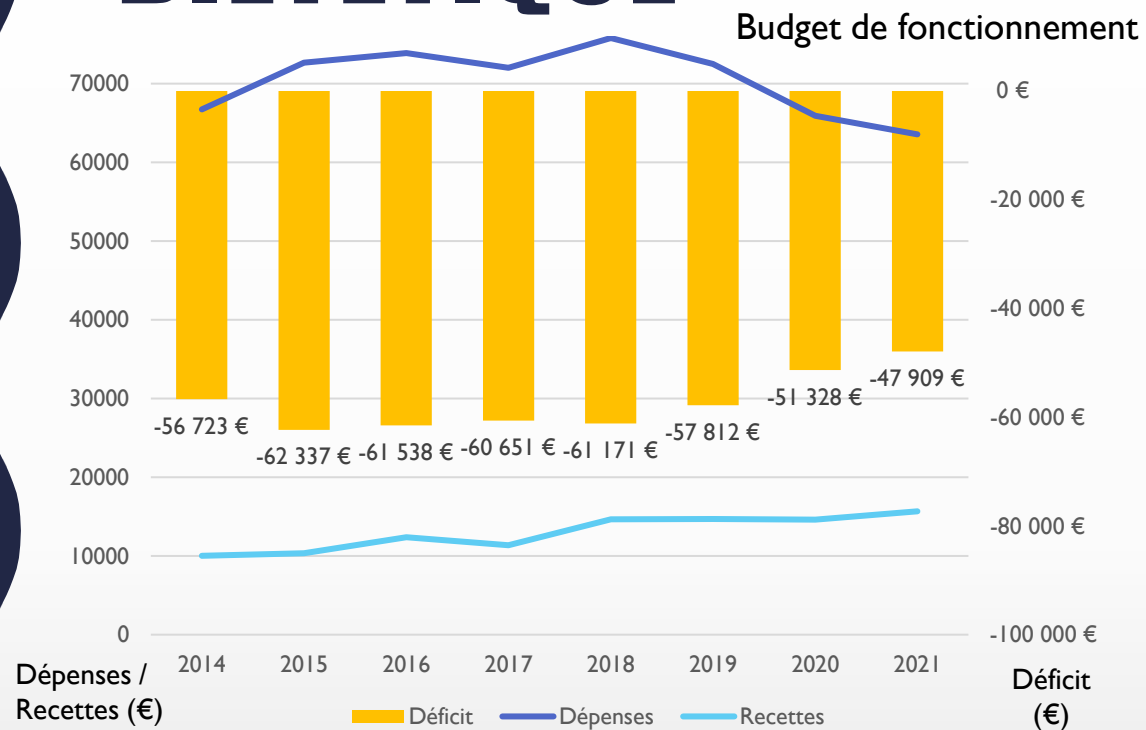
L'équilibre du service est très fluctuant selon les périodicités de versement de la subvention du FIPHFP sous forme d'acomptes et de solde.

Sur 3 exercices, la CIMETH a reçu 239 demandes d'études de poste (382 sur la convention précédente).

Au 31/12/21, 150 parcours à la demande des médecins, ont été réalisés.

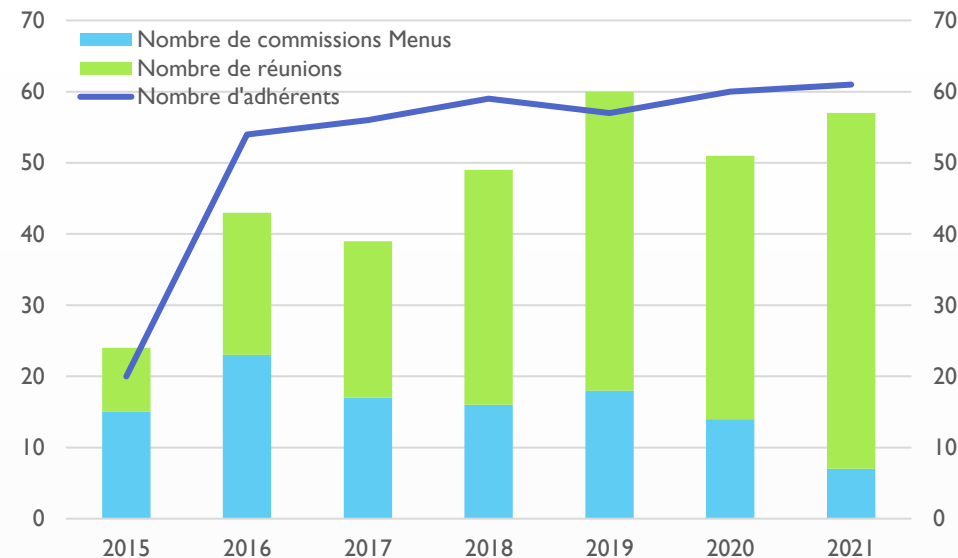
Sur les 18 contrats d'apprentissage visés, seuls 13 ont pu être conclus, compte tenu de la crise sanitaire.

DIÉTÉTIQUE



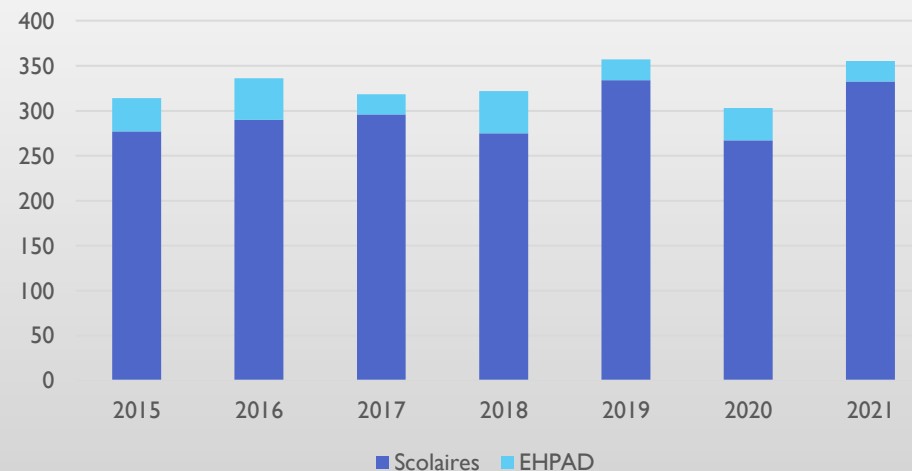
La ville de Gond-Pontouvre a bénéficié d'une aide à l'élaboration de son **Plan de Maîtrise Sanitaire** débuté en 2020. La même démarche a été lancée avec la commune d'Etagnac.

Autres activités : 2 bulletins nutritionnels ; réunion annuelle « réglementation et subventions » ; analyse et envoi des évolutions de protocoles sanitaires ; mise à jour du tableau EGAlim ; création de documents divers pour simplifier le suivi par les collectivités ; formations ; prolongation des conventions ; facturation...



Contrairement à 2020, la crise sanitaire n'a pas occasionné d'interruption des services scolaires. L'activité du service est donc en hausse dans la quasi-totalité des domaines. 20 collectivités ont souhaité une intervention dans leurs locaux (+33%).

Nombre de mois de menus validés



PÔLE ADMINISTRATION GÉNÉRALE

**Finances – Achats - Activité
syndicale –
Informatique –
Secrétariat/accueil –
C.D.A.S –
Entretien**

Françoise MICHEL

Manuel RODRIGUES

Manelle REZIG

Valérie NOUVON

Martine CAUTE

Patricia RENDU

ACTIVITÉ SYNDICALE

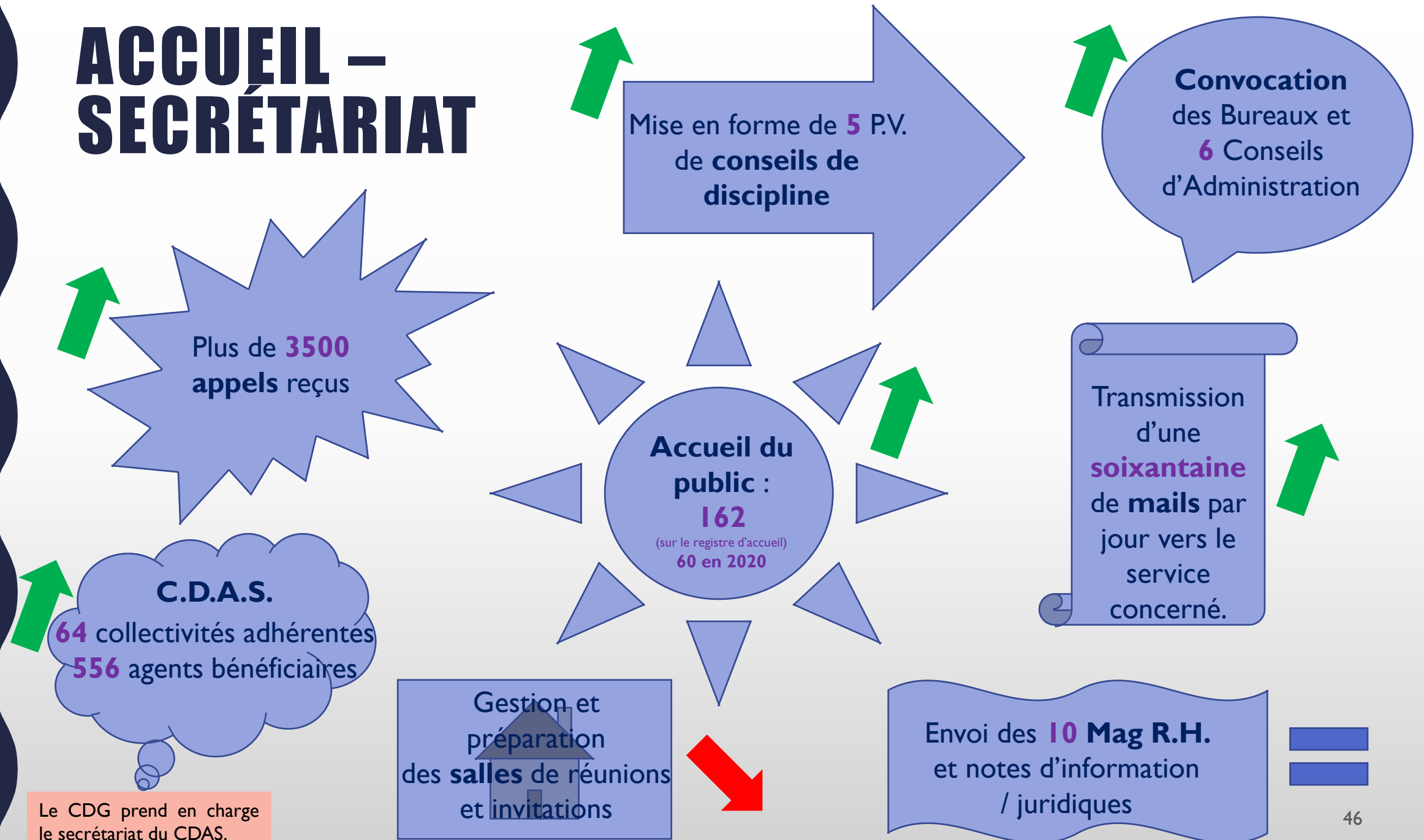
Remboursements



NB : Les retards de transmission des demandes de la part des agents et/ou collectivités peuvent entraîner des décalages d'exercices.

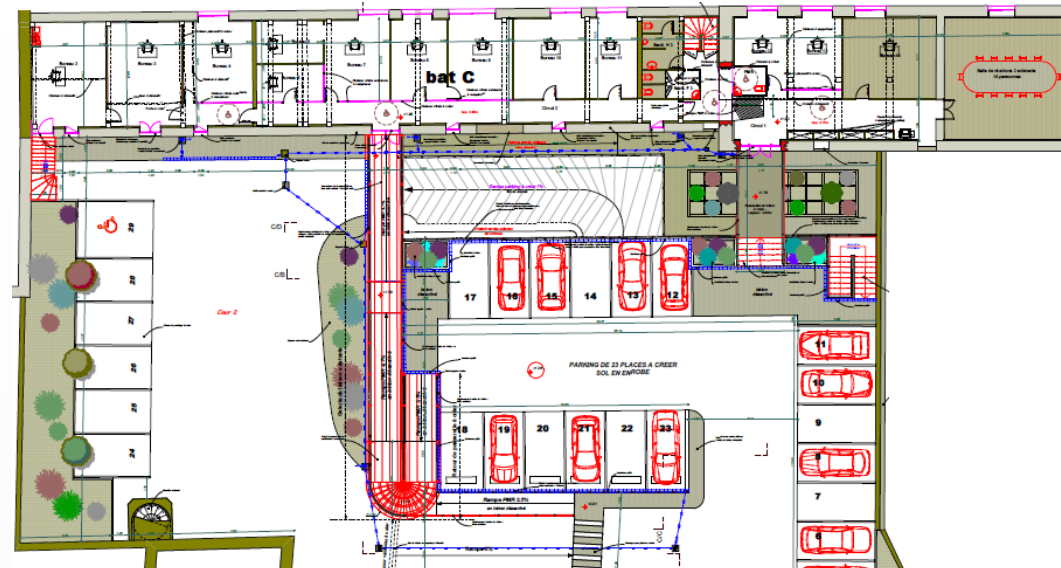
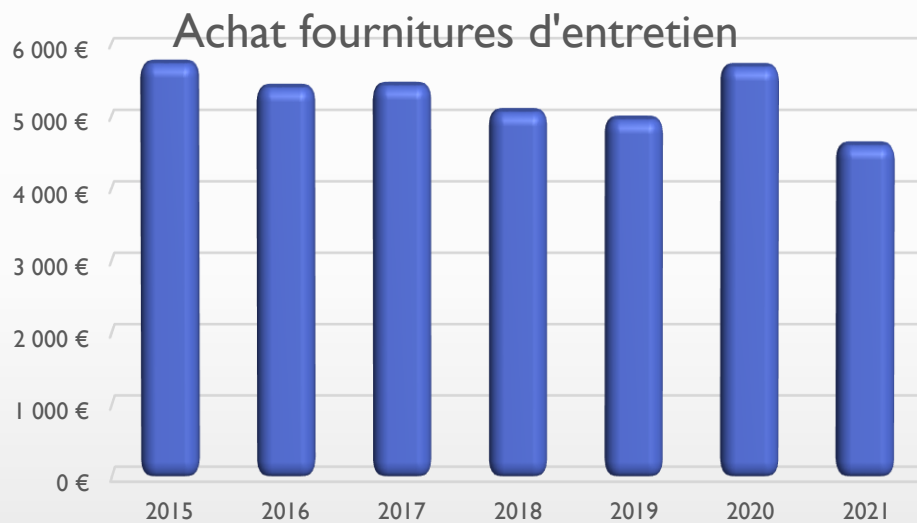
Après une période de creux dont une part peut-être attribuée à la crise sanitaire (2020), la tendance haussière des remboursements des décharges d'activité de services se confirme en 2021.

ACCUEIL – SECRETARIAT



ENTRETIEN

Env. **1705 m²** de surface au sol intérieure



Bâtiment Principal :

Etage : 15h – 20h x 5 jours / semaine

RdC : 16h40 – 20h x 5 jours / semaine

Bâtiment annexe :

17h34 – 19h30 x 5 jours / semaine

Direction Générale

Laurent CORNEIL

Martine LANDRAUD

DIRECTION GÉNÉRALE

INFORMATION & ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS

Rédaction du «**MAG R.H**» en lien avec le juriste mutualisé, à un rythme mensuel (à l'exception de la période d'été), soit **10 numéros**.

Réunions d'information : malgré la crise sanitaire, le CDG16 est resté au contact des acteurs R.H., sur le terrain, en particulier en organisant **3** réunions d'actualité statutaire : le 23 février à GARAT (68 participants) le 15 juin à LINARS (100 participants) et le 21 octobre à VINDELLE (70 participants).



15 juin 2021



Les 15 et 16 septembre, le CDG16 était présent au **Salon des maires** et des collectivités territoriales à l'Isle-d'Espagnac.

L'occasion de présenter la nouvelle **plaquette** d'offre de services finalisée.

ORGANISATION DES SERVICES

Un nouvel organigramme cible a été validé en début d'année. Le 1^{er} semestre a permis d'organiser les mobilités internes, formations, recrutements.

La nouvelle organisation des services a occasionné plusieurs **déménagements** de bureaux, en particulier les 10 et 31 mai.



COOPÉRATION RÉGIONALE

Les 12 CDG ont validé le **Schéma Régional de Coopération, de Mutualisation et de Spécialisation**, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2021.



OFFRE DE SERVICES

Les services facultatifs ont été étendus au conseil en hygiène et sécurité, dispositif de signalement et au conseil en évolution professionnelle.



DIRECTION GÉNÉRALE

PROJET D'ÉTABLISSEMENT 2021-2026

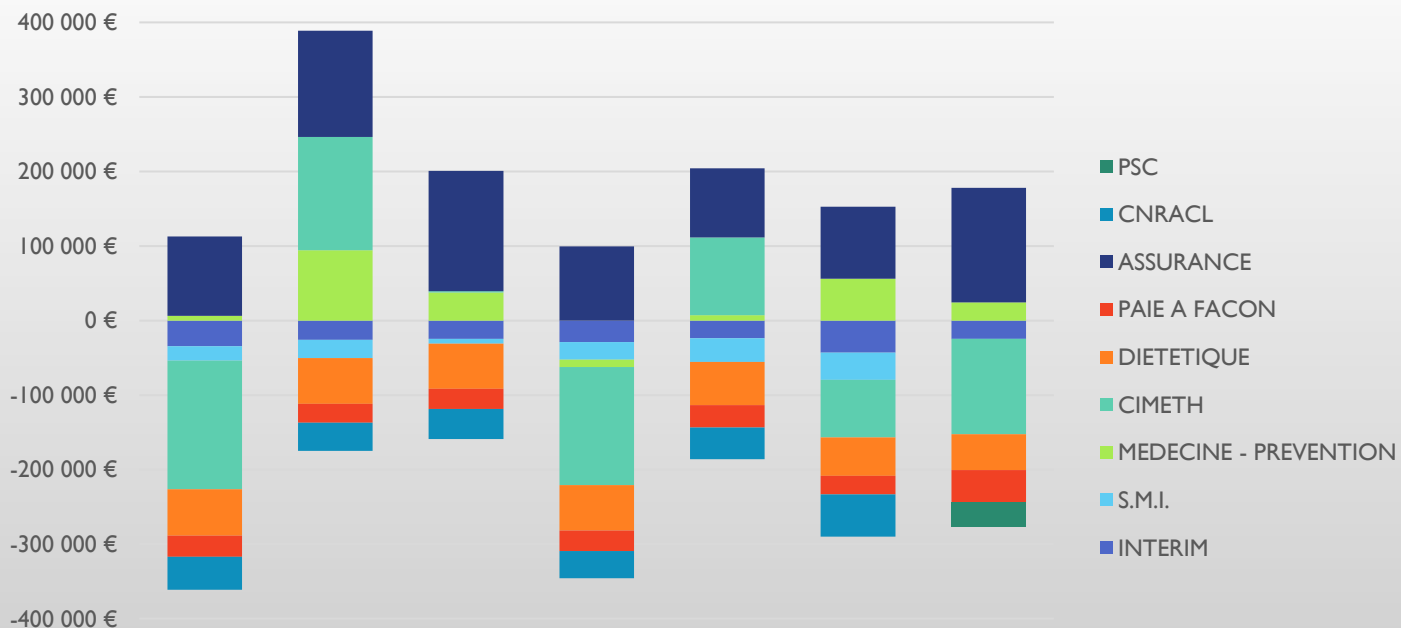
Lancé en janvier 2021, le tableau suivant permet de mesurer l'état d'avancement.

Améliorer et développer la diffusion numérique des informations (site Internet)	50%
Mettre en œuvre une nouvelle offre de services Recrutement-Remplacement-Renfort	100%
Questionner les horaires d'ouverture au public	
Mettre à jour le Guide de l'employeur territorial	
Adapter l'organigramme à un besoin de transversalité et aux perspectives de nouvelles missions	100%
Développer le travail en mode projets	25%
Utiliser davantage la dématérialisation	25%
Organiser des rencontres spécifiques avec les élus ou agents	
Adopter un règlement intérieur pour clarifier les règles et les usages (y compris numériques, temps de travail/pause, etc.)	100%
Supprimer les "irritants"	
Développer les outils de pilotage de l'activité	
Adopter une charte graphique	100%
Créer une nouvelle plaquette	100%
Mettre en place un service de Conseil en Evolution Professionnelle (CEP)	50%
Initier une mission de Conseil en organisation	
Compléter l'offre en matière de prévention de la santé et des risques professionnels	75%
Accompagner la signature de conventions FIPHFP simplifiées par les collectivités	
S'appuyer sur l'outil créé par le GIP/FNCDG pour mettre en place une offre de service sur la GPEEC	50%

Re-interroger le modèle économique de certains services et éventuellement adapter les conventions de services	50%
Mettre à disposition un outil R,H - portail sur la gestion des carrières	
Expérimenter une offre de service en matière de l'aide à l'archivage	
Refonte complète du site Internet et de ses modalités d'administration	
Créer des bases de connaissances / F.A.Q par service	
Repenser la gestion des demandes des usagers (transversalité, traçabilité, efficience)	50%
Accompagner par de la formation	50%
Adapter les outils numériques à la relation usager souhaitée	50%
Favoriser l'accueil de stagiaires	
Mettre à jour le livret d'accueil	25%
Réviser les clés analytiques	75%
Valoriser la marque employeur du CDG 16 pour le rendre attractif sur les recrutements	25%
Mieux utiliser le site Internet pour promouvoir l'offre de services et valoriser l'image du Centre	50%
Mettre en valeur l'image et la visibilité du Centre et de ses services	25%
S'engager dans une démarche qualité	
Etudier une meilleure distribution des services dans les locaux et l'accueil du public	50%
Evaluer régulièrement la satisfaction des usagers	
Promouvoir le profil LinkedIn du CDG 16	50%
Accompagner les mobilités et en particulier les prises de poste d'encadrement/management par des formations	50%
Organiser et renforcer les échanges professionnels interne et en réseau pro	
Poursuivre les réunion d'information régulières et chercher à la délocaliser	100%

SYNTHÈSE

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
INTERIM	-34 457 €	-25 768 €	-24 445 €	-28 767 €	-23 556 €	-42 917 €	-24 444 €
S.M.I.	-19 165 €	-24 554 €	-6 597 €	-23 884 €	-32 076 €	-36 745 €	-228 €
MEDECINE - PREVENTION	6 537 €	94 151 €	37 617 €	-9 640 €	7 122 €	55 928 €	24 175 €
CIMETH	-172 606 €	152 227 €	1 925 €	-158 478 €	104 342 €	-77 306 €	-128 048 €
DIETETIQUE	-62 337 €	-61 538 €	-60 651 €	-61 171 €	-57 812 €	-51 328 €	-47 909 €
PAIE A FACON	-28 232 €	-25 410 €	-26 734 €	-27 517 €	-29 906 €	-24 809 €	-43 534 €
ASSURANCE	106 293 €	142 357 €	161 430 €	99 385 €	92 755 €	96 996 €	153 823 €
CNRACL	-44 417 €	-37 710 €	-40 369 €	-36 484 €	-42 659 €	-56 655 €	0 €
PSC							-33 339 €
TOTAL	-248 384 €	213 755 €	42 176 €	-246 556 €	18 210 €	-136 838 €	-99 504 €



Pour l'exercice 2021, l'addition des missions optionnelles est légèrement moins **déficitaire**, ce d'autant qu'aucune aide du FIPHFP n'est versée.

Seulement 2 services portent les ressources, tandis que 5 autres sont en déséquilibre.

Toutefois, l'inadaptation des clés analytiques doit amener à analyser avec prudence ces écarts.

Le bilan financier de l'exercice 2022 permettra seul de guider les ajustements tarifaires nécessaires.

En particulier 2 services apparaissent structurellement et nettement non-financés par leurs propres ressources : paies à façon et diététique.

Le service Remplacement-Renfort avec une forte reprise d'activité semble tendre vers l'équilibre. La prestation PSC devra être analysée sur plusieurs années afin d'étaler le coût de l'AMO. De même pour la CIMETH dont les subventions sont liées aux acomptes de la convention triennale.



PERSPECTIVES...

EXERCICE 2022

PERSPECTIVES



L'année 2022 voit la poursuite de l'adaptation de l'offre de services avec en particulier :

- La promotion de l'outil GPEEC,
- L'expérimentation du conseil en évolution professionnelle (CEP),
- La création d'un service d'aide à l'archivage,
- Une réflexion sur les missions d'appuis R.H. et le conseil en organisation,
- Le renouvellement des conventions avec les non-affiliés,
- La mise en œuvre des nouvelles missions obligatoires : référent laïcité, Médiation Préalable Obligatoire,
- La fusion des instances médicales.

Elle verra également l'organisation par le Centre des élections professionnelles.

En interne, après une année d'importante réorganisation, l'enjeu est de stabiliser le fonctionnement en poursuivant les objectifs initiaux :

- Démarche d'amélioration continue de la relation usagers avec indicateurs d'engagement qualité,
- Développement de la transversalité,
- Adaptation des moyens à l'activité et nouvelles missions,
- Prospective financière à l'aune de la grille analytique affinée.

GLOSSAIRE



ACFI	Agent Chargé des Fonctions d'Inspection	CT	Comité Technique
AMF	Association des Maires de France	DPD	Délégué à la Protection des Données
ATD	Agence Technique Départementale	EESI	École européenne supérieure de l'image
B.P.	Budget Primitif	EP	Etablissement Public
BOE	Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	ETP	Equivalent Temps Plein
C.A.	Compte Administratif	FCTVA	Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée
CA	Conseil d'Administration	FIPHFP	Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans le Fonction Publique
CAF	Capacité d'Auto-Financement	FMPE	Fonctionnaire Momentanément Privé d'Emploi
CAP	Commission Administrative Paritaire	FO	Force Ouvrière
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	GPEEC	Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences
CCP	Commission Consultative Paritaire	GVT	Glissement Vieillesse Technicité
CDAS	Comité Départemental d'Action Sociales	IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques
CDC	Communauté de Communes	LDG	Lignes Directrices de Gestion
CDG	Centre de Gestion	PPCR	Parcours Professionnels Carrières Rémunérations
CDI	Contrat à Durée Indéterminé	PPR	Période Préparatoire au Reclassement
CEP	Conseil en Evolution Professionnelle	PSC	Protection Sociale Complémentaire
CET	Compte Epargne Temps	RAR	Restes à Réaliser
CFDT	Confédération française démocratique du travail	RGPD	Règlement Général de la Protection des Données
CGT	Confédération Générale du Travail	RH	Ressources Humaines
CHSCT	Comité Hygiène Santé et Conditions de Travail	RIFSEEP	Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Sociale	RPS	Risques Psycho-Sociaux
CIMETH	Cellule d'Insertion et de Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés	RQTH	Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé
CITIS	Congé pour Incapacité Temporaire Imputable au Service	SAFPT	Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale
CM	Comité Médical	SIAEP	Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable
CNAS	Comité National d'Action Sociale	SMI	Secrétaire de Mairie Itinérante
CNFPT	Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale	SNDGCT	Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales
CNRACL	Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales	TFP	Transformation de la Fonction Publique
CR	Commission de Réforme	TMS	Troubles Musculo-Squelettiques
CRD	Capital Restant Dû	UNSA	Union Nationale des Syndicats Autonomes
CST	Comité Sociale Territorial		